

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'Action
et des Comptes publics

BUDGET

Circulaire du **12 JUIN 2019**

Taxe incitative relative à l'incorporation de biocarburants (TIRIB)

NOR : CPAD1917078C

Le ministre de l'action et des comptes publics, aux opérateurs économiques et aux services des douanes.

La présente circulaire porte à la connaissance des opérateurs et des services, les modalités d'application de la taxe incitative relative à l'incorporation de biocarburants, et de calcul de la minoration du taux de la taxe en fonction du contenu en énergie renouvelable, pour l'année 2019.

Les principales évolutions concernent les points suivants :

- la nouvelle rédaction de l'article 266 *quindecies* du code des douanes qui prévoit la taxe incitative relative à l'incorporation de biocarburants (TIRIB) (article 192 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019) ;
- l'intégration de la notion de carburants équivalents au sens du 3 de l'article 2 de la directive 2003/96/CE du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité, à l'essence de l'indice 11 et autorisés dans l'assiette de la taxe (article 192 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019) ;
- la nouvelle répartition des matières permettant de produire des biocarburants en fonction de leur traitement fiscal au regard de la taxe incitative relative à l'incorporation de biocarburants (article 192 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019) ;
- la simplification de l'assiette de la taxe (article 192 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019).
- la suppression du dispositif dans les DOM (article 192 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019).

Elle abroge la circulaire n° 18-055 du 16 octobre 2018 (BOD n° 7264 du 16 octobre 2018) relative à la taxe générale sur les activités polluantes sur les carburants, instituée par l'article 266 *quindecies* du code des douanes.

Fait le
Pour le ministre et par délégation,
Le sous directeur de la fiscalité douanière,

A handwritten signature in black ink, consisting of several vertical, wavy lines that resemble the letters 'Y' and 'Z'.

Yvan ZERBINI

SOMMAIRE

Introduction

CHAPITRE I – BASES JURIDIQUES

I – DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

II – DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES

CHAPITRE II – GÉNÉRALITÉS

I – CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL

II – FAIT GÉNÉRATEUR

III – ASSIETTE, TAUX ET MONTANT

A – L'assiette

B – Le taux de la TIRIB

C – Le montant de la TIRIB

IV – PÉRIODICITÉ

V – SUSPENSION EN CAS DE CRISE D'APPROVISIONNEMENT

CHAPITRE III – PRISE EN COMPTE DE L'ÉNERGIE RENOUVELABLE CONTENUE DANS LES CARBURANTS POUR LA MINORATION DU TAUX DE LA TIRIB

I – PRODUITS ÉLIGIBLES À LA MINORATION DU TAUX DE LA TIRIB

II – CLASSIFICATION DES PRODUITS ÉLIGIBLES SELON LES MATIÈRES PREMIÈRES À PARTIR DESQUELLES ILS SONT PRODUITS

III – PRODUITS ÉLIGIBLES POUVANT ÊTRE PRIS EN COMPTE POUR LE DOUBLE DE LEUR VALEUR ÉNERGÉTIQUE POUR LA MINORATION DU TAUX DE LA TIRIB – DOUBLE COMPTAGE

IV – LIMITATION DE LA PART D'ÉNERGIE RENOUVELABLE POUVANT ÊTRE PRISE EN COMPTE POUR CERTAINES CATEGORIES DE PRODUITS ÉLIGIBLES

V – TRAITEMENT FISCAL DES BIOCARBURANTS CONVENTIONNELS À COMPTER DE 2020

CHAPITRE IV – MODALITÉS DE SUIVI DES PRODUITS ÉLIGIBLES EN VUE DE LEUR PRISE EN COMPTE POUR LA MINORATION DU TAUX DE LA TIRIB

I – RÉCEPTION DES PRODUITS ÉLIGIBLES EN ENTREPÔT FISCAL (UE et EFS)

A – Réception de produits éligibles à la minoration du taux de la taxe

B – Réception de carburants contenant des produits éligibles à la minoration du taux de la taxe en suite d'importation ou de circulation intracommunautaire

C – Prise en compte des produits éligibles à la minoration du taux de la taxe dans les comptabilités matières PSE des EFS

D – Cas particulier des réceptions de bio-éthanol

E – Prise en compte du dénaturant du bio-éthanol au regard de la TIRIB

II – INCORPORATION DES PRODUITS ELIGIBLES EN ENTREPÔT FISCAL DE STOCKAGE – CERTIFICAT D’INCORPORATION

A – Modalités d’incorporation

B – Traçabilité des opérations d’incorporation de produits éligibles à la minoration du taux de la taxe en EFS

III – CESSION DE PRODUITS ELIGIBLES OU DE CARBURANTS CONTENANT DES PRODUITS ELIGIBLES – CERTIFICAT D’ACQUISITION

IV – MISE A LA CONSOMMATION DES PRODUITS ELIGIBLES – CERTIFICAT DE TENEUR

V – TENUE DES COMPTABILITÉS MATIÈRES DANS LE CADRE DE LA TIRIB

A – En usine exercée

B – En entrepôt fiscal de stockage

C – En entrepôt fiscal de produits énergétiques

VI – VISA DES DOCUMENTS JUSTIFICATIFS PAR LE SERVICE DES DOUANES

A – En usine exercée

B – En entrepôt fiscal de stockage et en entrepôt fiscal de produits énergétiques

VII – RECTIFICATION DES DOCUMENTS JUSTIFICATIFS EMIS

A – Certificat d’incorporation

B – Certificat d’acquisition

C – Certificat de teneur

D – Comptabilité matières de teneur en biocarburants

CHAPITRE V : DÉCLARATION ANNUELLE DE LA TIRIB

I – CALCUL DE LA PART D’ÉNERGIE RENOUVELABLE

A – Détermination des quantités d’énergie des carburants mis à la consommation entrant dans l’assiette de la TIRIB

B – Détermination des quantités d’énergie renouvelable incorporée

C – Calcul de la part d’énergie renouvelable

II – CALCUL DU TAUX RÉEL DE LA TIRIB

A – Filière essences

B – Filière gazoles

III – CALCUL DE LA TIRIB À ACQUITTER

A – Calcul de l’assiette de la TIRIB

B – Calcul du montant de la TIRIB

IV – DÉPÔT DES DÉCLARATIONS ANNUELLES DE LA TIRIB

A – Déclaration

B – Documents justificatifs du droit à déduction au titre des quantités d’énergie renouvelable incorporée

C – Date de dépôt

D – Service compétent

E – Cessation d’activité

CHAPITRE VI : TRANSFERT DE L'ÉNERGIE RENOUVELABLE EXCÉDENTAIRE

I – CESSION DE DROITS À DÉDUCTION

II – CERTIFICAT DE TRANSFERT DE DROITS À DÉDUCTION

SOMMAIRE DES ANNEXES

Introduction :

Afin de lutter contre l'émission de gaz à effet de serre et de favoriser l'utilisation des biocarburants en France, la loi de finances pour 2005 a créé un prélèvement de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) sur certains carburants d'origine fossile. Cette taxe est devenue la taxe incitative relative à l'incorporation de biocarburants (TIRIB) à la suite de la loi de finances pour 2019.

L'incorporation d'énergie renouvelable dans les carburants a pour effet de réduire le taux de la taxe à due proportion des quantités incorporées.

Le mécanisme fiscal de minoration de la TIRIB, qui est incitatif, participe à l'atteinte de l'objectif communautaire de 10 % de consommation finale d'énergie produite à partir de sources renouvelables dans toutes les formes de transports en 2020, tel que le prévoit la directive européenne 2009/28/CE du 23 avril 2009 modifiée, relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables. Cet objectif s'insère dans un objectif contraignant plus large d'une part d'au moins 20 % d'énergie produite à partir de sources renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie de l'Union européenne d'ici à 2020, au terme de l'article 1 de la directive précitée.

Les produits issus de sources renouvelables telles que définies à l'article 1^{er} du décret n° 2019-570 du 7 juin 2019 portant sur la taxe incitative relative à l'incorporation de biocarburants peuvent être pris en compte pour la minoration du taux de la TIRIB. Toutefois, s'agissant des biocarburants, seuls les biocarburants répondant à des critères de durabilité peuvent être pris en compte pour le calcul de la réduction du taux de la taxe.

Depuis le 1^{er} janvier 2019, le taux de la taxe est passé de 7,5 % à 7,9 % dans la filière essences et de 7,7 % à 7,9 % dans la filière gazoles.

Le décret n° 2019-570 du 7 juin 2019 prévoit les modalités de traçabilité pour certains biocarburants ainsi que les modalités d'émission et de cession des documents justificatifs émis dans le cadre de la TIRIB.

Les dispositions prévues par la présente circulaire pourront être aménagées en cas de difficultés exceptionnelles d'approvisionnement en carburants. Dans ce cas, les modalités d'application de la TIRIB feront l'objet d'instructions spécifiques communiquées par la direction générale des douanes et droits indirects.

Les modèles de documents modifiés repris en annexe de la présente circulaire sont en cours de cerfatisation. Ces nouveaux modèles de document reprennent néanmoins les nouveaux numéros CERFA qui seront attribués.

Il s'agit :

- du certificat d'incorporation et du certificat d'acquisition de biocarburants durables (*annexe II*) ;
- du certificat de teneur en biocarburants durables (*annexe II bis*) ;
- du certificat de transfert de droits à déduction (*annexe III*) ;
- de la notice du certificat de transfert de droits à déduction (*annexe III*) ;
- de la déclaration annuelle de la TIRIB filière essences (*annexe V*) ;
- de la notice de la déclaration annuelle de la TIRIB filière essences (*annexe V*)
- de la déclaration annuelle de la TIRIB filière gazoles (*annexe V bis*)
- de la notice de la déclaration annuelle de la-TIRIB filière gazoles (*annexe V bis*)

CHAPITRE I : BASES JURIDIQUES

I – DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

[1] Article 266 *quindecies* du code des douanes national (*annexe X*)

Article L. 661-2 du code de l'énergie.

II – DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES

[2] Décret n° 2019-570 du 7 juin 2019 portant sur la taxe incitative relative à l'incorporation de biocarburants (*annexe XI*) ;

Arrêté du 23 novembre 2011 modifié pris en application de l'ordonnance n° 2011-1105 du 14 septembre 2011 et du décret n° 2011-1468 du 9 novembre 2011, relatif à la durabilité des biocarburants et des bioliquides ;

Arrêté du 2 mai 2012 relatif aux contenus énergétiques des biocarburants et des carburants ;

CHAPITRE II : GÉNÉRALITÉS

[3] La présente circulaire ne reprend que les dispositions spécifiques à la taxe incitative relative à l'incorporation de biocarburants (TIRIB).

Pour les autres aspects de la réglementation applicable aux biocarburants, il convient de se reporter aux circulaires ou aux instructions en vigueur relatives à :

- l'entrepôt fiscal de produits énergétiques (EFPE) pour la production et le stockage de certains biocarburants ¹ ;
- la circulation et la prise en compte en entrepôt fiscal des biocarburants ² ;
- la durabilité des biocarburants ³ ;
- le régime de l'entrepôt fiscal de stockage (EFS) pour la prise en compte des biocarburants dans la comptabilité matières PSE ⁴ .

Toutefois, certaines dispositions nouvelles qui ont été introduites depuis la parution de ces textes et ayant une incidence sur les formalités relatives à la TIRIB, sont reprises dans la présente circulaire.

I – CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL

[4] La TIRIB est due en France métropolitaine. Elle ne s'applique pas dans les départements d'outre-mer.

II – FAIT GÉNÉRATEUR

[5] Le fait générateur de la TIRIB est la mise à la consommation des produits désignés ci-après, pour leur seul usage carburant.

a) pour la filière essences :

Sont imposables, lorsqu'ils sont mis à la consommation pour un usage carburant:

- les essences reprises à l'indice 11 du tableau B du 1 de l'article 265 du code des douanes ;
- les carburants équivalents au sens du 3 de l'article 2 de la directive 2003/96/CE à l'essence de l'indice 11, et autorisés conformément au 1 de l'article 265 *ter* du code des douanes.

Sont donc concernées les mises à la consommation de carburants déclarées dans ISOPE sous couvert des couples nomenclatures / CANA repris dans le tableau suivant :

Dénomination	Indice du tableau B du 1 de l'article 265 CD	Nomenclature – CANA
Supercarburant SP 95 – E5	11	2710 12 45 – U113
Supercarburant SP 98	11	2710 12 49 – U113
Supercarburant SP 95 ARS	11 <i>bis</i>	2710 12 45 – U114
Supercarburant SP 98 ARS	11 <i>bis</i>	2710 12 49 – U114
Supercarburant SP 95 – E10	11 <i>ter</i>	2710 12 45 – U172

1 Décision administrative n° 09-047 du 25 juin 2009 – BOD n° 6828 du 30 juin 2009, et courrier aux opérateurs du 12 octobre 2017 sur les aménagements apportés à la réglementation applicable aux EFPE

2 Décision administrative n° 05-069 du 20 décembre 2005 – BOD n° 6654 du 23 décembre 2005 et circulaire n° 12-040 du 26 octobre 2012 – BOD n° 6950 du 26 octobre 2012 (point n° [60])

3 Note d'information aux opérateurs F2 n°12000191 du 28 mars 2012

4 Circulaire n° 11-026 du 29 août 2011- BOD n° 6906 du 31 août 2011

Super-éthanol E85	55	2207 20 00 – U152 (anciennement 3824 90 92)
Carburant ED95	56	2207 20 00 – U819

b) pour la filière gazoles :

Sont imposables, lorsqu'ils sont mis à la consommation pour un usage carburant :

- le gazole non routier (GNR) repris à l'indice 20 du tableau B du 1 de l'article 265 du code des douanes ;
- le gazole routier repris à l'indice 22 du tableau B du 1 de l'article 265 du code des douanes ;
- les carburants équivalents au sens du 3 de l'article 2 de la directive 2003/96/CE au gazole et au gazole non routier, et autorisés conformément au 1 de l'article 265 *ter* du code des douanes.

Sont donc concernées les mises à la consommation de carburants déclarées dans ISOPE sous couvert des couples nomenclatures / CANA repris dans le tableau suivant :

Dénomination	Indice du tableau B du 1 de l'article 265 CD	Nomenclature / CANA
Gazole destiné à être utilisé comme carburant sous condition d'emploi – Gazole non routier (GNR) sans EMAG (biofree)	20	2710 19 43 – U173
Gazole destiné à être utilisé comme carburant sous condition d'emploi – Gazole non routier (GNR) avec EMAG	20	2710 20 11 – U173
Gazole destiné à être utilisé comme carburant sous condition d'emploi – GNR B30	20	2710 20 11 – U173
Gazole destiné à être utilisé comme carburant sous condition d'emploi – GNR XTL	20	2710 19 43 – U173
Gazole routier sans EMAG – Gazole B0 (biofree)	22	2710 19 43 – U118
Gazole routier avec EMAG – Gazole B7	22	2710 20 11 – U118
Gazole routier avec EMAG – Gazole B10	22 bis	2710 20 11 – U190
Gazole B30	22	2710 20 11 – U118
Gazole XTL ⁵ : gazole paraffinique de synthèse ou obtenu par hydrotraitement utilisé comme carburant routier	22	2710 19 43 – U118
Carburant constitué à 100 % d'esters méthyliques d'acides gras (B100)	57	3826 00 10 – U191

NB : la position tarifaire des carburants est celle connue à ce jour. Elle peut évoluer du fait de la réglementation communautaire.

⁵ Gazole XTL : Le gazole XTL change de dénomination en fonction de la matière première à partir de laquelle il est produit. En effet, ce carburant est dénommé GTL (gas to liquid) s'il est obtenu à partir de gaz, BTL (biomass to liquid) s'il est obtenu à partir de la biomasse ou CTL (coal to liquid) s'il est obtenu à partir de charbon.

[6] La taxe est exigible au moment de la mise à la consommation de ces produits.

[7] À partir de ce paragraphe, on entend par « **carburants** », sauf mention expressément contraire, les produits mentionnés au [5] ci-dessus.

[8] Les redevables de la TIRIB sont les redevables de la TICPE pour les mises à la consommation de ces carburants en suite d'importation, en suite de circulation intracommunautaire sous régime fiscal suspensif, ou en sortie des établissements placés sous régime fiscal suspensif (usines exercées, entrepôts fiscaux de stockage et, pour le ED95 et le B100, entrepôts fiscaux de produits énergétiques). Ils sont importateurs, entrepositaires agréés, destinataires enregistrés ou destinataires enregistrés à titre occasionnel.

[9] Les opérations d'exportation ainsi que les expéditions à destination d'un État membre ne constituent pas un fait générateur de la taxe.

La mise à la consommation en exonération de TICPE pour l'avitaillement des aéronefs et des navires s'assimile à une opération d'exportation dans la mesure où les carburants sont exonérés de droits et taxes et qu'ils sont principalement consommés hors du territoire fiscal national.

[10] De même, la mise à la consommation de produits destinés à un usage autre que celui de carburant, ne constitue pas un fait générateur de la taxe. Ces produits ne sont plus imposables à la TIRIB.

Exemple : mise à la consommation de GNR destiné à être utilisé pour le transport fluvial de marchandises.

III – ASSIETTE, TAUX ET MONTANT

A – L'assiette

[11] L'assiette de la TIRIB correspond au volume total des essences et des gazoles mis à la consommation au cours d'une année civile. L'assiette est déterminée séparément pour la filière essences et pour la filière gazoles.

B – Le taux de la TIRIB

[12] Pour l'année 2019, le taux de la TIRIB est fixé à :

- **7,90 %** pour la filière essences ;
- **7,90 %** pour la filière gazoles.

[13] Le taux de la TIRIB est diminué à proportion de la **part d'énergie renouvelable** des **biocarburants durables** et des carburants renouvelables contenus dans les carburants mis à la consommation par un redevable, durant l'année considérée. Cette proportion s'exprime en pourcentage énergétique.

C – Le montant de la TIRIB

Le montant de la taxe est obtenu en multipliant l'assiette, telle que définie au point [11] par un tarif unique qui est fixé au IV de l'article 266 *quindecies* du code des douanes. Pour l'année 2019, ce tarif est de 98 €/hl.

IV – PÉRIODICITÉ

[14] La TIRIB est due annuellement. Elle est déclarée et liquidée en une seule fois, au plus tard le **10 avril** de l'année suivant l'année d'imposition.

V – SUSPENSION EN CAS DE CRISE D’APPROVISIONNEMENT EN CARBURANTS

[15] En cas de difficultés exceptionnelles d’approvisionnement en carburant, le ministre en charge du budget peut suspendre l’application de la TIRIB, pour une période de 30 jours renouvelables, dans une zone géographique déterminée.

Dans ce cas, des instructions spécifiques sont communiquées par la direction générale des douanes et droits indirects aux services douaniers ainsi qu’aux fédérations professionnelles.

CHAPITRE III : PRISE EN COMPTE DE L'ENERGIE RENOUVELABLE CONTENUE DANS LES CARBURANTS POUR LA MINORATION DU TAUX DE LA TIRIB

[16] Le taux de la TIRIB est diminué à proportion de la **part d'énergie renouvelable**, ci-après « **Part d'EnR** », des **biocarburants durables** et des **carburants renouvelables** contenus dans les carburants mis à la consommation par un redevable durant l'année considérée.

Les quantités d'énergie renouvelable contenue dans les carburants mis à la consommation par un opérateur durant l'année s'apprécient par filière de carburants :

- filière essences (supercarburants, superéthanol E85 et ED95) d'une part ;
- filière gazoles (gazoles routiers, gazoles non routiers, et carburant B100) d'autre part.

Ces deux filières de carburants ne sont pas fongibles entre elles.

I – PRODUITS ÉLIGIBLES A LA MINORATION DU TAUX DE LA TIRIB

[17] Les produits éligibles sont les biocarburants et les carburants renouvelables pouvant être pris en compte pour la minoration du taux de la taxe, repris ci-après :

Seuls les biocarburants respectant les critères de durabilité définis à l'article 17 de la directive 2009/28/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 peuvent être pris en compte pour la minoration du taux de la TIRIB.

A – BIOCARBURANTS POUVANT ÊTRE PRIS EN COMPTE DANS LA FILIÈRE ESSENCES

[18]

Dénomination	Description	Nomenclature douanière
Bio-éthanol	Alcool éthylique produit à partir de biomasse ou « bio-éthanol » conforme à la norme NF EN 15376	2207 10 00 (non dénaturé) 2207 20 00 (dénaturé)
Bio-ETBE : éthyl-tertio-butyl-éther	Produit dérivé de l'alcool éthylique, dont la composante alcool et / ou la composante isobutène, sont produites à partir de la biomasse	2909 19 10
Bio-TAEE : tertio-amyl-éthyl-éther	Produit dérivé de l'alcool éthylique, dont la composante alcool est produite à partir de la biomasse	2909 19 90
Bio-méthanol	Méthanol produit à partir de la biomasse	2905 11 00
Bio-MTBE : méthyl-tertio-butyl-éther	Produit dérivé de l'alcool méthylique, dont la composante alcool est produite à partir de la biomasse	2909 19 90
Bio-TAME : tertio-amyl-méthyl-éther	Produit dérivé de l'alcool méthylique, dont la composante alcool est produite à partir de la biomasse	2909 19 90

Bio-essence aussi dénommée bio-naphtha	Bio-essence obtenue par synthèse (exemple : procédé Fisher Tropsch) ou par hydrotraitement à partir de produits autres que de plantes oléagineuses (ex : HVO de type essence : huiles végétales hydrotraitées de type essence) dont le point final de distillation est inférieur à 210°C	2710 12
Bio-isooctane	Produit dérivé de l'isobutène issu de la biomasse (bio-isobutène)	

[19] Le bio-isobutène peut être incorporé dans les essences sous forme d'ETBE ou d'isooctane.

Le bio-isooctane est un biocarburant renouvelable à 100 %.

Si ce produit est incorporé sous forme d'ETBE, 3 catégories d'ETBE pourront être prises en compte au regard de la TIRIB :

- un ETBE produit à partir d'éthanol renouvelable (bio-éthanol) et d'isobutène renouvelable (bio-isobutène) ;
- un ETBE produit à partir d'éthanol renouvelable (bio-éthanol) et d'isobutène non renouvelable = ETBE ;
- un ETBE produit à partir d'éthanol non renouvelable et d'isobutène renouvelable (bio-isobutène) = ETBE.

La directive 2009/28/CE du 23 avril 2009 fixe la part d'énergie renouvelable d'un ETBE produit à partir de bioéthanol à 37 % du contenu énergétique spécifique et du contenu énergétique volumique. Cette part d'énergie renouvelable est calculée de la manière suivante :

Contenu énergétique volumique du bio-ETBE

% renouvelable de l'ETBE = PCI éthanol volumique x % d'éthanol de l'ETBE / PCI ETBE volumique

% renouvelable de l'ETBE = $21 \times 47 \% / 27 = 0,3655$ arrondi à 37 %.

Ainsi, un ETBE produit à partir de bioéthanol et d'isobutène non renouvelable est renouvelable à **37 %**.

L'ETBE produit à partir de bioéthanol et de bio-isobutène est entièrement renouvelable. Par conséquent, la part d'énergie renouvelable de cet ETBE est fixée à **100 %**.

Par conséquent, un ETBE produit à partir d'éthanol non renouvelable et de bio-isobutène est renouvelable à 63 %. Cette part d'énergie renouvelable est calculée de la manière suivante :

% d'énergie renouvelable totale de l'ETBE - % d'énergie renouvelable de l'ETBE produit à partir de bioéthanol = % d'énergie renouvelable d'ETBE produit à partir de bio-isobutène

% d'énergie d'ETBE produit à partir de bio-isobutène = $100 - 37 = 63 \%$.

B – BIOCARBURANTS POUVANT ÊTRE PRIS EN COMPTE DANS LA FILIÈRE GAZOLES

[20]

Dénomination	Description	Nomenclature douanière
EMAG ou biodiesel	Esters méthyliques d'acides gras (EMAG) , conformes à l'arrêté du 30 juin 2010 modifié relatif aux esters méthyliques d'acides gras : - produits à partir d'huiles végétales = EMHV	3826 00 10

	<ul style="list-style-type: none"> – produits à partir de graisses ou huiles animales = EMHA – produits à partir d’huiles usagées = EMHU 	
EEAG ou biodiesel	Esters éthyliques d’acides gras (EEAG) : <ul style="list-style-type: none"> – produits à partir d’huiles végétales = EEHV – produits à partir de graisses ou huiles animales = EEHA – produits à partir d’huiles usagées = EEHU 	3826 00 10
Bio-gazole	Bio-gazole obtenu par synthèse (exemple : procédé Fischer Tropsch) ou par hydrotraitement (exemple : HVO de type gazole : huiles végétales hydrotraitées), distillant moins de 65 % à 250°C et plus de 85 % à 350°C	2710 19 43

NB : la position tarifaire des biocarburants est celle connue à ce jour. Elle peut évoluer du fait de la réglementation communautaire.

[21] À partir de ce paragraphe, on entend par « **biocarburants** », sauf mention expressément contraire, les seuls produits mentionnés aux [18] et [20] ci-dessus.

C – PRODUITS ISSUS DE SOURCES RENOUVELABLES AUTRE QUE LA BIOMASSE POUVANT ÊTRE PRIS EN COMPTE POUR LA MINORATION DU TAUX DE LA TIRIB

[22] a) pour la filière essences

Méthanol renouvelable	Méthanol produit à partir de source renouvelable autre que la biomasse	2905 11 00
-----------------------	------------------------------------------------------------------------	------------

[23] À partir de ce paragraphe, on entend par « produits éligibles », sauf mention expressément contraire, les seuls produits mentionnés aux [21] et [22] ci-dessus.

II – CLASSIFICATION DES PRODUITS ÉLIGIBLES SELON LES MATIÈRES PREMIÈRES À PARTIR DESQUELLES ILS SONT PRODUITS

[24] L’article 266 *quindecies* du code des douanes introduit une classification des produits éligibles en fonction des matières premières à partir desquelles ils sont produits.

Cette classification prend en compte les dispositions de la directive 2009/28/CE modifiée par la directive (UE) 2015/1513 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 relative à la promotion de l’utilisation de l’énergie produite à partir de source renouvelable, dite directive énergie (ENR).

Chaque catégorie de matières premières correspond à une prise en compte spécifique des produits éligibles pour la minoration de la TIRIB (tableau récapitulatif en annexe I *ter* de la présente circulaire). Les matières sont réparties en cinq catégories.

Les matières qui ne sont reprises dans aucune de ces cinq catégories n’ont pas de traitement spécifique au regard de la TIRIB : pas de plafonnement de la part d’énergie renouvelable pouvant être prise en compte pour la minoration de la taxe, pas de double comptage.

A – Matières premières permettant d’obtenir des produits éligibles conventionnels – 1 du tableau C du V de l’article 266 *quindecies* du code des douanes

[25] Cette catégorie correspond aux biocarburants conventionnels au sens de la directive 2009/28/CE dont la prise en compte pour l’atteinte des objectifs contraignants est plafonnée à 7 %.

B – Matières premières permettant d’obtenir des produits issus de résidus pris en compte pour leur valeur énergétique réelle – 2 du tableau C de l’article 266 *quindecies* du code des douanes

[26] Les produits éligibles obtenus à partir de résidus autres que les matières premières reprises à l’annexe IX de la directive 2009/28/CE sont pris en compte pour leur valeur énergétique réelle.

Les produits éligibles obtenus à partir d’égouts pauvres issus de plantes sucrières et obtenus après deux extractions sucrières sont considérés comme des biocarburants conventionnels à hauteur de 55 % de leur contenu énergétique et comme des biocarburants produits à partir de résidus autres que les matières premières reprises à l’annexe IX de la directive 2009/28/CE à hauteur de 45 % de leur contenu énergétique.

Exemple : 100 hl d’éthanol produit à partir d’égouts pauvres seront pris en compte comme :

– des produits éligibles conventionnels pour 55 hl ;

– des produits éligibles obtenus à partir de résidus autres que les matières reprises à l’annexe IX de la directive 2009/28/CE pour 45 hl.

Les produits éligibles obtenus à partir d’amidon résiduel issu des plantes riches en amidon, en fin de processus de transformation de l’amidon sont pris en compte pour leur valeur énergétique réelle.

C – Matières premières permettant de produire des produits éligibles avancés pris en compte pour leur valeur énergétique réelle – 3 du tableau C du V de l’article 266 *quindecies* du code des douanes

[27] Cette catégorie correspond aux produits éligibles issus de certaines matières de l’annexe IX partie A de la directive 2009/28/CE modifiée, qui sont pris en compte pour leur valeur énergétique réelle pour la minoration du taux de la TIRIB. Il s’agit des biocarburants avancés issus de tallol et de brai de tallol.

D – Matières premières de l’annexe IX partie B de la directive 2009/28/CE modifiée permettant de produire des produits éligibles au double comptage – 4 du tableau C du V de l’article 266 *quindecies* du code des douanes

[28] Cette catégorie correspond aux produits éligibles issus de matières de l’annexe IX partie B de la directive 2009/28/CE modifiée. Ces produits sont pris en compte pour le double de leur valeur réelle pour l’atteinte des objectifs européens. Ils sont éligibles au double comptage pour la minoration du taux de la TIRIB.

E – Matières premières de l’annexe IX partie A de la directive 2009/28/CE modifiée permettant d’obtenir des produits avancés éligibles au double comptage – 1 du tableau D du V de l’article 266 *quindecies* du code des douanes

[29] Cette catégorie correspond à certains produits éligibles avancés issus de matières de l’annexe IX partie A de la directive 2009/28/CE modifiée. Ces produits sont pris en compte pour le double de leur valeur réelle pour l’atteinte des objectifs européens. Ils sont éligibles au double comptage pour la minoration du taux de la TIRIB.

F – Autres matières premières

[30] Les produits éligibles obtenus à partir de matières premières qui ne relèvent d'aucune de ces cinq catégories sont pris en compte pour leur valeur énergétique réelle pour la minoration du taux de la TIRIB.

Exemple : les biocarburants produits à partir de graisses animales de catégorie C3.

III – PRODUITS ÉLIGIBLES POUVANT ÊTRE PRIS EN COMPTE POUR LE DOUBLE DE LEUR VALEUR ÉNERGÉTIQUE POUR LA MINORATION DU TAUX DE LA TIRIB – DOUBLE COMPTAGE

[31] Certains produits éligibles peuvent être pris en compte pour le double de leur valeur énergétique pour la détermination de la part d'énergie renouvelable. Cette mesure est dénommée « **double comptage** ».

Les modalités d'application du double comptage sont précisées au D du V de l'article 266 *quindecies* du code des douanes (*Annexe X*).

Afin de pouvoir être pris en compte au titre du double comptage, les produits éligibles doivent être obtenus :

- à partir d'une des matières premières figurant au tableau D du V de l'article 266 *quindecies* du code des douanes ;
- et dans une unité reconnue au titre du double comptage en France conformément aux dispositions des articles 9 à 13 du décret du 7 juin 2019.

[32] Les produits éligibles obtenus à partir d'une des matières premières figurant au tableau D du V de l'article 266 *quindecies* du code des douanes mais dans une unité non reconnue au titre du double comptage en France sont pris en compte **pour leur valeur énergétique réelle, à l'exception des produits éligibles obtenus à partir d'huile de cuisson usagée** qui ne sont pas pris en compte pour la minoration du taux de la TIRIB.

[33] Sont éligibles au double comptage, les produits repris dans les tableaux ci-après, uniquement lorsqu'ils sont obtenus à partir de matières premières figurant au tableau D du V de l'article 266 *quindecies* du code des douanes.

a) pour la filière essences :

Dénomination	Matières premières
Bio-éthanol	tableau D du V de l'article 266 <i>quindecies</i> du code des douanes
Bio-ETBE	tableau D du V de l'article 266 <i>quindecies</i> du code des douanes
Bio-TAEE	tableau D du V de l'article 266 <i>quindecies</i> du code des douanes
Bio-méthanol	tableau D du V de l'article 266 <i>quindecies</i> du code des douanes
Bio-MTBE	tableau D du V de l'article 266 <i>quindecies</i> du code des douanes
Bio-TAME	tableau D du V de l'article 266 <i>quindecies</i> du code des douanes
Bio-essence obtenue par synthèse ou par hydrotraitement	tableau D du V de l'article 266 <i>quindecies</i> du code des douanes

Bio-isooctane	tableau D du V de l'article 266 <i>quindecies</i> du code des douanes
Méthanol renouvelable	tableau D du V de l'article 266 <i>quindecies</i> du code des douanes

b) pour la filière gazoles :

Dénomination	Matières premières
EMHA C1/C2	Graisses de catégories C1 et C2 – 2 du tableau C du V de l'article 266 <i>quindecies</i> du code des douanes
EMHU	Huiles de cuisson usagées produites dans une unité reconnue au titre du double comptage en France – 2 du tableau D du V de l'article 266 <i>quindecies</i> du code des douanes
EEHA C1/C2	Graisses de catégories C1 et C2 – 2 du tableau D du V de l'article 266 <i>quindecies</i> du code des douanes
EEHU	Huiles de cuisson usagées produites dans une unité reconnue au titre du double comptage en France – 2 du tableau D du V de l'article 266 <i>quindecies</i> du code des douanes
Bio-gazole obtenu par synthèse ou par hydrotraitement	tableau D du V de l'article 266 <i>quindecies</i> du code des douanes

[34] À partir de ce paragraphe, on entend par « **produits éligibles au double comptage** », sauf mention expressément contraire, les seuls produits qui respectent les conditions visées aux [31] et [33] ci-dessus.

IV – LIMITATION DE LA PART D'ÉNERGIE RENOUELEBLE POUVANT ÊTRE PRISE EN COMPTE POUR CERTAINES CATEGORIES DE PRODUITS ELIGIBLES

[35] L'article 266 *quindecies* prévoit un plafonnement de la Part d'énergie renouvelable pouvant être prise en compte pour certaines catégories de produits éligibles.

A – Plafonnement de l'énergie renouvelable pouvant être prise en compte pour certaines catégories de produits éligibles

[36] La part d'énergie renouvelable des produits éligibles issus de céréales, plantes riches en amidon, sucrières ou oléagineuses, et autres produits issus des cultures principales des terres agricoles principalement utilisées à des fins de production d'énergie, y compris les coproduits et résidus issus de la transformation de ces céréales, plantes et produits, autres que les matières mentionnées à l'annexe IX de la directive 2009/28/ CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 pouvant être prise en compte pour la minoration de la TIRIB ne peut dépasser **7 %**.

Il est précisé que **les distillats d'acides gras d'huile de palme (PFAD)** relèvent de cette catégorie et sont donc soumis au plafond de 7 %.

[37] La part d'énergie renouvelable des produits éligibles obtenus à partir d'égouts pauvres issus de plantes sucrières et obtenus après deux extractions sucrières (à hauteur de 45 % de leur valeur énergétique), et d'amidons résiduels issus des plantes riches en amidon, en fin de processus de transformation de l'amidon, est plafonnée à **0,20 %**.

[38] La part d'énergie renouvelable des produits éligibles obtenus à partir de tallol ou de brai de tallol est plafonnée à **0,60 %**.

[39] La part d'énergie renouvelable des produits éligibles obtenus à partir des matières premières listées à l'annexe IX partie B de la directive 2009/28/CE est plafonnée à **0,90 %**.

[40] **Remarque : Les graisses de catégorie C3 ne sont soumises à aucun plafond.**

B – Plafonnement de l'énergie renouvelable de certains produits éligibles pouvant être prise en compte pour le double de leur valeur énergétique réelle – double comptage

[41] L'article 266 *quindecies* du code des douanes prévoit une limitation de la **Part d'EnR** pouvant être comptée double.

a) produits éligibles obtenus à partir des matières premières de la partie B de l'annexe IX de la directive 2009/28/CE du 23 avril 2009

[42] Pour la filière des essences, la part d'énergie renouvelable prise en compte pour le double de sa valeur est plafonnée à **0,10 %** après application du double comptage (**0,05 % × 2**) pour les produits éligibles obtenus à partir des matières premières de la partie B de l'annexe IX de la directive 2009/28/CE du 23 avril 2009, contenus dans les essences, le superéthanol E85 et le carburant ED95.

Les quantités d'énergie renouvelable dépassant le plafonnement du double comptage sont prises en compte pour leur valeur énergétique réelle, dans la limite du plafond de 0,90 %.

[43] Pour la filière des gazoles, la part d'énergie renouvelable prise en compte pour le double de sa valeur est plafonnée à **0,90 %** après application du double comptage (**0,45 % × 2**) pour les produits éligibles obtenus à partir des matières premières mentionnées à la partie B de l'annexe IX de la directive 2009/28/CE du 23 avril 2009 contenus dans les gazoles routiers, les gazoles non routiers et le carburant B100.

Les quantités d'énergie renouvelable qui dépassent le plafonnement du double comptage ne peuvent pas être prises en compte pour leur valeur énergétique réelle pour la minoration du taux de la TIRIB, en raison du plafonnement à 0,90 % de la part d'énergie renouvelable pouvant être prise en compte pour ces produits.

b) produits éligibles avancés obtenus à partir des matières premières mentionnées à l'annexe IX partie A de la directive 2009/28/CE du 23 avril 2009, à l'exception du tallol et du brai de tallol

[44] Les produits éligibles avancés produits à partir des matières premières mentionnées à l'annexe IX partie A de la directive 2009/28/CE du 23 avril 2009, à l'exception du tallol et du brai de tallol, sont pris en compte pour le double de leur valeur énergétique réelle, dans la limite d'un plafond qui est égal à la différence entre l'objectif global d'incorporation et 7 %.

La part d'énergie renouvelable prise en compte pour le double de sa valeur est donc plafonnée à **0,9 %** après application du double comptage (**0,45 % × 2**).

Ces produits éligibles sont pris en compte pour leur valeur énergétique réelle au-delà du plafond de 0,90 % pour l'atteinte des objectifs globaux d'incorporation.

[45] Un récapitulatif des modalités de prise en compte des différentes catégories de produits éligibles pour la minoration de la TIRIB est repris en annexe I *ter*.

V – TRAITEMENT FISCAL DES PRODUITS ELIGIBLES CONVENTIONNELS À COMPTER DE 2020

Les dispositions du B du V de l'article 266 *quindecies* du code des douanes n'entrent en vigueur qu'en 2020, le législateur ayant entendu permettre aux opérateurs de prendre en compte ces nouvelles règles d'octroi de l'avantage fiscal pour les besoins de la conclusion, dès 2019, de leurs contrats d'approvisionnement pris en compte pour l'année 2020.

[46] À compter du 1^{er} janvier 2020, conformément au huitième alinéa de ce B, les produits à base d'huile de palme ne seront plus considérés comme des biocarburants. Cette exclusion n'a pas pour objet d'assimiler les produits à base d'huile de palme aux produits qui, à l'instar du méthanol, contiennent de l'énergie renouvelable mais ne sont pas qualifiés de biocarburants. En effet, il résulte clairement des intentions du législateur que l'objet de la disposition est d'exclure les produits à base d'huile de palme non seulement du champ des biocarburants mais également de celui des énergies renouvelables.

Par conséquent, les biocarburants produits à partir d'huile de palme ne seront plus pris en compte pour la minoration du taux de la TIRIB. Les EMHV et les HVO de type gazole et de type essence produits à partir d'huile de palme seront exclus du mécanisme de la TIRIB.

[47] À compter du 1^{er} janvier 2020 entrera également en vigueur le dispositif de suppression progressif de l'avantage fiscal du mécanisme de la TIRIB pour certaines matières premières qui, nonobstant leur caractère durable, présentent un « risque élevé d'induire indirectement une hausse des émissions de gaz à effet de serre neutralisant la réduction desdites émissions qui résulte de la substitution par ces biocarburants des carburants fossiles » (risque ILUC élevé). Ce dispositif est prévu par les alinéas 1 à 7 du B du V de l'article 266 *quindecies* du code des douanes.

[48] Il résulte de l'acte délégué de la Commission européenne pris sur le fondement de l'article 26, paragraphe 2, de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables que seuls les produits à base d'huile de palme présentent un risque ILUC élevé.

[49] Bien que cet acte délégué ne soit pas applicable pour l'année 2020, dès lors que le législateur national n'a pas entendu retenir une définition différente du risque ILUC élevé de celle fixée en application des dispositions de l'article 26, paragraphe 2, le dispositif de suppression progressif de l'avantage fiscal prévu aux alinéas 1 à 7 du même B ne pourra s'appliquer qu'aux produits à base d'huile de palme, à l'exclusion de toute autre matière première telle que le colza ou le soja.

[50] Toutefois, l'énergie contenue dans les produits à base d'huile de palme étant, en application du huitième alinéa dudit B, inéligible à l'avantage fiscal [46], ce dispositif de suppression progressive de l'avantage fiscal ne trouvera à s'appliquer à aucun produit. Dès lors, il sera, dans la pratique, inopérant.

[51] Il en résulte notamment que les produits à base d'huile de palme dont il est constaté qu'ils n'ont pas été produits dans des conditions particulières permettant d'éviter le risque ILUC élevé ne pourront pas bénéficier de la dérogation prévue à la deuxième phrase du premier alinéa du même B. Ces derniers seront exclus, dès 2020, de la totalité du bénéfice de l'avantage fiscal quelle que soit leur mode de production.

CHAPITRE IV : MODALITÉS DE SUIVI DE L'ENERGIE RENOUVELABLE EN VUE DE SA PRISE EN COMPTE POUR LA MINORATION DU TAUX DE LA TIRIB

[52] Le taux de la TIRIB est diminué de la **part d'EnR** correspondant aux biocarburants durables et aux produits issus de sources renouvelables autre que la biomasse contenus dans les carburants mis à la consommation en France métropolitaine.

Il appartient donc au redevable de justifier des quantités de produits éligibles contenues dans les carburants assujettis à la TIRIB qu'il met à la consommation durant une année civile.

Les comptabilités matières, comptabilité matières biocarburants en UE et comptabilité matières PSE⁶ en EFS ne permettent d'assurer le suivi des quantités de produits éligibles que jusqu'à leur incorporation dans des carburants fossiles.

[53] Afin de tracer les quantités de produits éligibles depuis leur réception dans le premier entrepôt fiscal français jusqu'à leur mise à la consommation en France métropolitaine, dans les carburants dans lesquels ils sont contenus, (laquelle mise à la consommation peut avoir lieu dans un autre entrepôt fiscal), les redevables établissent des documents permettant de matérialiser les événements concernant les produits éligibles jusqu'à leur mise à la consommation :

- **le certificat d'incorporation** (*annexe II*) matérialise l'incorporation physique de **biocarburants** produits éligibles en entrepôt fiscal de stockage (EFS) ;
- **le certificat d'acquisition** (*annexe II*) matérialise la cession de produits éligibles, ou de produits éligibles incorporés dans des carburants, sous régime suspensif, entre deux opérateurs sur le territoire national ;
- **le certificat de teneur en biocarburants** (*annexe II bis*) atteste des quantités de produits éligibles contenues dans les carburants mis à la consommation, qui pourront être prises en compte pour la minoration du taux de la TIRIB.

[54] Il est établi un certificat par type de produit éligible et par catégorie de matières premières. Ces certificats sont identifiés par un numéro de série, spécifique à chaque type de certificat (de teneur en biocarburant, d'acquisition ou d'incorporation). Ce numéro est composé du code de l'établissement à partir duquel il est émis (4 chiffres), puis d'une lettre identifiant le biocarburant (*voir liste en annexe I bis*), puis du numéro d'agrément de l'opérateur qui émet le certificat⁷, puis d'un numéro à trois chiffres correspondant à l'émission chronologique des certificats, elle-même limitée à une année. En cas de livraison directe en suite d'importation ou de circulation intracommunautaire, le code établissement à indiquer est « 0000 ».

Un opérateur peut, s'il le souhaite, ajouter à la suite de ce numéro une référence interne, à condition de respecter la structure du numéro de série indiquée ci-dessus.

Il peut s'agir, par exemple, de l'année d'émission, ou d'une mention relative au double comptage du type CS pour les produits non éligibles au double comptage, et CD pour les produits éligibles au double comptage (uniquement pour les produits obtenus à partir de matières premières reprises au tableau D du V de l'article 266 *quindecies* du code des douanes, à l'exception des produits issus d'huile de cuisson usagée).

[55] Lorsque les certificats couvrent des produits éligibles de même nature dont une partie seulement est éligible au double comptage (matières premières du tableau D du V de l'article 266 *quindecies*), le

⁶ Déclaration périodique de stock en entrepôt fiscal de stockage (EFS)

⁷ Il s'agit des 4 derniers chiffres du n° d'entrepositaire agréé (EA) ou du n° de destinataire enregistré (DE)

certificat est établi pour la totalité des volumes de ce produit éligible. Les volumes de produits éligibles au double comptage sont inscrits à la ligne prévue à cet effet.

Exemple : un opérateur a incorporé en EFS 10 000 litres d'EMHA C1/C2 non éligibles au double comptage (produit dans une unité non reconnue) et 5 000 litres d'EMHA C1/C2 éligibles au double comptage (produit dans une unité reconnue). Le certificat d'incorporation est établi pour 15 000 litres d'EMHA C1/C2 dont 5 000 litres éligibles au double comptage.

Lorsque les certificats couvrent en totalité des produits éligibles au double comptage, le volume total est identique au volume éligible au double comptage.

Exemple : un opérateur a incorporé en EFS 8 000 litres d'EMHA éligibles au double comptage et n'a pas incorporé d'EMHA non éligible au double comptage. Le certificat d'incorporation est établi pour 8 000 litres d'EMHA, dont 8 000 litres éligibles au double comptage.

Un opérateur peut s'il le souhaite établir deux certificats distincts pour un même type de produit éligible :

- un pour les volumes éligibles au double comptage ;
- et un pour les volumes qui ne sont pas éligibles au double comptage.

Dans cette hypothèse, l'opérateur peut, conformément aux dispositions du point [43], faire suivre le numéro du certificat d'un sigle précisant le statut du produit éligible au regard de l'éligibilité au double comptage.

[56] Le suivi des produits éligibles dans le cadre de la TIRIB est assuré au moyen de comptabilités matières spécifiques :

- **en usine exercée : comptabilité matières biocarburants (annexe VI) et tableau récapitulatif des biocarburants incorporés en usine exercée (annexe VII) ;**
- **en EFS et en EFPE : comptabilité matières de teneur en biocarburants durables (annexe VIII).**

I – RÉCEPTION DES PRODUITS ELIGIBLES EN ENTREPÔT FISCAL (UE ET EFS)

[57] L'entrée de produits éligibles, ou de carburants contenant des produits éligibles, en entrepôt fiscal (UE ou EFS) donne lieu à l'information du service des douanes en charge du contrôle de l'établissement, afin qu'il puisse, en tant que de besoin, procéder à un contrôle des quantités et de l'espèce du produit.

Cette information peut être faite au coup par coup, ou prendre la forme d'un planning (hebdomadaire, mensuel, journalier) précisant l'heure prévue des livraisons. Le service peut autoriser par convention, le déchargement du moyen de transport à l'heure prévue, sauf s'il a informé l'opérateur de son intention d'effectuer le contrôle d'une livraison.

Le service peut, à son initiative, ou sur demande de l'opérateur, autoriser un opérateur à ne pas informer systématiquement le service de chaque réception, notamment en cas de flux de livraison important. Cette autorisation doit prendre la forme d'une décision écrite indiquant les motifs de cette dérogation.

A – Réception de biocarburants durables et de carburant renouvelable

[58] Les quantités de produits éligibles à prendre en compte sont celles qui figurent sur les documents d'accompagnement des livraisons :

- DAE pour les livraisons intracommunautaires d'EMAG, d'EEAG, de bio-gazole, de bio-éthanol (DAE alcool), de bio-méthanol, de bio-essence, de bio-isobutène et de bio-isooctane ;
- documents commerciaux ou de transport pour les livraisons intracommunautaires de bio-ETBE, de bio-TAEE de bio-MTBE, de bio-TAME⁸ ;

⁸ Ces produits ne sont pas repris à l'article 2 de la directive 2003/96 du 27 octobre 2003 qui fixe la liste des produits énergétiques. Ils ne sont donc pas soumis à formalités de contrôle à la circulation dans les échanges intracommunautaires.

- DAE pour les livraisons nationales d'EMAG, d'EEAG, de bio-gazole, de bio-méthanol, et de bio-essence ;
- DSP ou documents commerciaux ou de transport pour les livraisons nationales de bio-ETBE ;
- documents commerciaux ou de transport pour les livraisons nationales de bio-TAEE, de bio-MTBE et de bio-TAME⁹ ;
- DAE, DSA, DSAC pour les livraisons nationales de bio-éthanol (documents d'accompagnement alcool).

En cas de contrôle physique de la livraison par le service, les quantités prises en compte sont celles qui auront été déterminées par le service.

[59] Les volumes indiqués sur les documents d'accompagnement doivent être exprimés à 15 °C pour tous les produits éligibles à l'exception du bio-éthanol pour lequel les volumes sont exprimés à 20 °C.

À défaut, ils sont convertis au moyen des tables de conversion figurant à l'annexe IV.

[60] Pour les dérivés du bio-éthanol (bio-ETBE et bio-TAEE), et du bio-méthanol (bio-MTBE et bio-TAME), un document de liaison (*annexe IX ou annexe IX bis*) doit être joint à la livraison.

Ce document reprend les informations permettant de déterminer le volume de produit éligible pouvant être retenu dans le cadre de la TIRIB.

Pour les réceptions intracommunautaires, s'il n'y a pas de document de liaison, les informations nécessaires au calcul du volume de produit éligible pouvant être retenu dans le cadre de la TIRIB, doivent être indiquées sur le document d'accompagnement ou sur tout autre document y faisant référence.

[61] Pour le bio-ETBE, il convient de préciser le type d'ETBE concerné :

- ETBE produit à partir d'éthanol renouvelable (bio-éthanol) et d'isobutène renouvelable (bio-isobutène) = ETBE renouvelable à 100 % ;
- ETBE produit à partir d'éthanol renouvelable (bio-éthanol) et d'isobutène non renouvelable = ETBE renouvelable à 37 % ;
- ETBE produit à partir d'éthanol non renouvelable et d'isobutène renouvelable (bio-isobutène) = ETBE renouvelable à 63 %.

Le volume de la livraison qui doit être indiqué sur ce document de liaison correspond au volume total réel de produit réceptionné, et non au seul volume de produit éligible pur.

Exemple : Pour une livraison d'ETBE de 12 156,24 hl dont le taux d'ETBE pur est de 98,7 % ce qui représente 11 998,21 hl d'ETBE pur, le volume de la livraison qui sera indiqué sur le document de liaison sera de 12 156,24 hl et non de 11 998,21 hl.

[62] Le volume de bio-ETBE, de bio-TAEE, de bio-MTBE ou de bio-TAME qui pourra être retenu dans le cadre de la TIRIB est calculé de la manière suivante :

1 – Le contenu en bio-éthanol ou en bio-méthanol exprimé en hl est déterminé par le fournisseur du biocarburant.

2 – On calcule la teneur réelle en bio-éthanol ou en bio-méthanol exprimée en % volume de la livraison = contenu en bio-éthanol ou en bio-méthanol / volume de la livraison x 100.

3 – On calcule le volume de bio-ETBE, de bio-TAEE, de bio-MTBE ou de bio-TAME ramené au % de référence du contenu en bio-éthanol ou en bio-méthanol = volume de la livraison / % de référence du contenu en bio-éthanol ou en bio-méthanol x % de référence du contenu en bio-éthanol ou en bio-méthanol.

⁹ En l'absence de disposition réglementaire prévoyant un document d'accompagnement pour ces produits dans les échanges nationaux comme c'est le cas pour l'ETBE.

Exemple : Voir exemple repris en annexe IX

Volume de la livraison = 12 156,24 hl d'ETBE contenant 11 998,21 hl d'ETBE pur

Contenu en bio-éthanol = 5 328,15 hl

Teneur réelle en bio-éthanol de la livraison = $5\,328,15 / 12\,156,24 \times 100 = 43,83\%$

Volume de Bio-ETBE ramené à 47 % de contenu en bio-éthanol = $12\,156,24 / 47 \times 43,83 = 11\,336,34$ hl

Le volume du bio-ETBE qui pourra être retenu dans le cadre de la TIRIB est de 11 336,34 hl.

[63] Les documents d'accompagnement doivent comporter les mentions suivantes :

- la nature du produit livré (éthanol, EMAG, etc.) ;
- la matière première à partir de laquelle les produits ont été obtenus ou la référence à la catégorie de matière (annexe I *ter*) ;
- pour les produits issus des matières premières reprises au tableau D du V de l'article 266 *quindecies* du code des douanes, la production dans une unité reconnue ou non au titre du double comptage en France.

Exemple : livraison de 15 000 litres de bio-éthanol produit à partir de marcs et lies dans une unité reconnue pour le double comptage en France pour 10 000 litres et dans une unité non reconnue pour 5 000 litres

Exemples de mentions à inscrire sur le document d'accompagnement :

** 10 000 litres éthanol avancé produit dans une unité reconnue + 5 000 litres éthanol avancé produit dans une unité non reconnue*

** 10 000 litres éthanol de marcs et lies produit dans une unité reconnue + 5 000 litres éthanol de marcs et lies produit dans une unité non reconnue*

** éthanol de marcs et lies : unité reconnue = 10 000 litres*

[64] Si ces informations ne peuvent pas être indiquées sur les documents d'accompagnement, et notamment sur les DAE, elles peuvent être reprises sur un document annexe faisant référence au document d'accompagnement.

L'attestation de durabilité peut servir de document annexe à condition de faire référence au document d'accompagnement. Dans ce cas, l'attestation de durabilité devra être transmise au service des douanes au plus tard à l'appui de la comptabilité matières établie dans le cadre de la TIRIB.

[65] **À défaut d'indication relative à la matière première à partir de laquelle ils ont été produits, les produits éligibles seront considérés comme des biocarburants conventionnels.**

À défaut d'indication relative à la production dans une unité reconnue pour les produits issus des matières premières reprises au tableau D du V de l'article 266 *quindecies* du code des douanes, ces produits seront considérés comme non éligibles au double comptage, à l'exception des produits issus d'huile de cuisson usagée. En effet, les produits issus d'huile de cuisson usagée, qui ne sont pas produits dans une unité reconnue au titre du double comptage en France, ne sont pas pris en compte pour la minoration du taux de la TIRIB.

B – Réception de carburants contenant des produits éligibles en suite d'importation ou de circulation intracommunautaire.

L'acquisition en acquitté de carburants contenant des produits éligibles ne donne droit à aucune minoration du taux de la taxe.

[66] **Afin de justifier des quantités de produits éligibles contenues dans les carburants, le taux d'incorporation en produit éligible, ou les quantités de produit éligible incorporées dans les carburants, doivent être mentionnés :**

- en case 17p et 17r du document administratif électronique (DAE), lorsqu'il s'agit d'une livraison intracommunautaire ;
- en case 31 du document administratif unique (DAU), lorsqu'il s'agit d'une importation ;
- ou sur tout autre document probant accompagnant les documents précités et s'y référant.

À défaut d'indication, le carburant est réputé ne pas contenir de produit éligible.

[67] Les documents probants (DAE, DAU, bons de livraisons, attestations d'incorporation¹⁰, attestations de mélange, etc.) doivent contenir les indications suivantes : la dénomination du carburant, sa position tarifaire et son volume à 15° C, la dénomination du produit éligible et sa position tarifaire, la teneur du carburant en produit éligible exprimée soit en volume, soit en pourcentage énergétique.

Pour les dérivés du bio-éthanol (bio-ETBE et bio-TAEE) et du bio-méthanol (bio-MTBE et bio-TAME), les informations nécessaires au calcul du volume de biocarburant pouvant être retenu dans le cadre de la TIRIB doivent figurer sur un document de liaison (*annexe IX ou annexe IX bis*), ou sur le document d'accompagnement, ou sur tout autre document y faisant référence.

Le volume de la livraison qui doit être indiqué sur ce document est dans ce cas, le volume du biocarburant dérivé contenu dans les essences.

Exemple : Pour une livraison intracommunautaire de 150 000 hl d'essences contenant 15 000 hl d'ETBE à 42 % vol d'équivalent éthanol, le volume de la livraison qui sera indiqué sur le document de liaison sera de 15 000 hl.

Pour le calcul du volume de bio-ETBE ou de bio MTBE qui pourra être retenu dans le cadre de la TIRIB, voir point [62].

À défaut de contenir l'ensemble de ces indications, le document ne peut pas être considéré comme probant.

[68] Ces documents doivent également comporter la mention relative à la matière première à partir de laquelle les produits éligibles ont été produits. À défaut, ces produits éligibles seront considérés comme des biocarburants conventionnels.

De plus, pour les produits obtenus à partir des matières premières mentionnées au tableau D du V de l'article 266 *quindecies* du code des douanes, les documents doivent indiquer si ces produits ont été fabriqués dans une unité reconnue ou non au titre du double comptage en France. À défaut, ces produits seront considérés comme non éligibles au double comptage, à l'exception des produits obtenus à partir d'huiles de cuisson usagées. Les produits obtenus à partir d'huiles de cuisson usagées, qui ne sont pas produits dans une unité reconnue au titre du double comptage en France, ne sont pas pris en compte pour la minoration du taux de la TIRIB.

[69] Si ces informations ne peuvent être indiquées sur les documents d'accompagnement, et notamment sur les DAE, elles peuvent être reprises sur un document annexe faisant référence au document d'accompagnement.

L'attestation de durabilité peut servir de document annexe à condition de faire référence au document d'accompagnement. Dans ce cas, l'attestation de durabilité devra être transmise au service des douanes au plus tard à l'appui de la comptabilité matières établie dans le cadre de la TIRIB.

[70] Ces documents probants seront remis, pour visa, au service des douanes de rattachement de l'opérateur.

Le visa du bureau de douane vaut certification du document justifiant l'existence d'une quantité de biocarburant dans le produit importé ou introduit. Dès réception du produit, le service peut vérifier, en tant que de besoin, la quantité et l'espèce du produit éligible contenu dans les carburants.

¹⁰ Ces documents établis par les établissements pétroliers communautaires qui procèdent à l'incorporation des biocarburants dans les carburants livrés pour justifier des quantités de biocarburants contenus dans les carburants, ne doivent pas être confondus avec les certificats d'incorporation qui sont établis lors de l'incorporation physique de biocarburants dans un EFS en France.

C – Prise en compte des produits éligibles dans les comptabilités matières PSE des EFS

[71] Pour les modalités de prise en compte des produits éligibles dans la comptabilité matières PSE des EFS, il convient de se référer à la circulaire n° 11-026 du 29 août 2011 (BOD n° 6906 du 31 août 2011).

Toutefois, il est précisé que le bio-éthanol, le bio-ETBE, le bio-TAEE, le bio-méthanol, le méthanol renouvelable, le bio-MTBE, le bio-TAME et le bio-isooctane doivent être repris dans le compte « SUPERCARBURANT SP95-E5 et SP98 ».¹¹

D – Cas particulier des réceptions de bio-éthanol

[72] Les réceptions de bio-éthanol donnent lieu à des formalités spécifiques en application du code général des impôts. Ces formalités sont décrites dans la décision administrative n° 05-069 du 20 décembre 2005 (BOD n° 6654 du 23 décembre 2005) relative à la circulation et à la prise en compte des biocarburants en entrepôt fiscal. Cependant, certaines dispositions prenant en compte des évolutions réglementaires sont précisées ci-après :

1°) Statut des opérateurs au regard de la réglementation sur les alcools

[73] Pour pouvoir bénéficier de l'exonération du droit de consommation sur les alcools en application de l'article 302 D *bis* du code général des impôts, les opérateurs doivent disposer du statut d'**utilisateur d'alcool (UT)**¹². **En EFS, il est admis que seul l'EA titulaire de l'EFS qui procède à l'incorporation du bio-éthanol dispose du statut d'UT.**

Pour pouvoir réceptionner de l'alcool éthylique non dénaturé en suspension de droits d'accises depuis un autre État membre de l'UE, les opérateurs qui figurent en tant que destinataires sur le DAE, doivent disposer du statut de **destinataire enregistré (DE) alcools**.

2°) Circulation de l'alcool éthylique

[74] Circulation nationale en exonération du droit de consommation sur les alcools, à destination d'un utilisateur d'alcool : l'alcool éthylique circule sous couvert **d'un DSA (document simplifié d'accompagnement) « alcools », ou de son équivalent commercial (DSAC)**.

– Circulation intracommunautaire en suspension des droits d'accises, à destination d'un destinataire enregistré alcool : l'alcool éthylique circule sous couvert **d'un DAE (document d'accompagnement électronique) « alcools »**.

Les quantités d'alcool éthylique mentionnées sur ces documents sont exprimées à 20 °C.

3°) Tenue d'une comptabilité matière **UT « alcools »**

[75] En tant qu'utilisateur d'alcool, l'opérateur doit tenir une comptabilité matières spécifique conformément aux dispositions de l'article 302 D *bis* du CGI (voir annexe I du BOD n° 6654 du 23 décembre 2005).

Dans le cas où l'EA titulaire de l'EFS est le seul à détenir le statut d'UT, il tient une seule comptabilité matières pour toutes les réceptions de bio-éthanol.

Cette comptabilité matières fait apparaître :

- **en entrées** : les quantités d'éthanol reçues à 20 °C mentionnées sur le DAE ou le DSA.

¹¹ Note d'information aux fédérations professionnelles du 28 décembre 2015

¹² Les demandes d'obtention du statut d'utilisateur d'alcool peuvent être formulées par la téléprocédure SOPRANO

Les quantités à prendre en compte correspondent au volume effectif de la livraison (alcool éthylique + eau) et non au seul volume d'alcool pur.

Exemple : réception sous DSA de 317,99 hl à 20 °C d'éthanol déshydraté de titre alcoométrique de 99,90 % (soit 317,67 hl d'alcool pur à 20 °C). Le volume à inscrire en comptabilité matières est de 317,99 hl.

- **en sorties** : soit les quantités d'éthanol dénaturées par additivation de 1 % de supercarburant ou 3 % d'ETBE, soit les quantités incorporées directement aux produits pétroliers, exprimées à 20 °C puis à 15 °C après conversion au moyen des tables de conversion figurant en *annexe IV*.

En cas d'ajout de dénaturant, les quantités à inscrire en sorties exprimées à 20 °C puis à 15 °C correspondent au volume global de l'éthanol réceptionné (volume effectif = alcool éthylique + eau) et du dénaturant.

Exemple : réception sous DSA de 317,99 hl à 20 °C d'éthanol déshydraté de titre alcoométrique de 99,90 % (soit 317,67 hl d'alcool pur à 20 °C) dénaturé par ajout de 1 % de supercarburant soit 3,18 hl. Le volume à inscrire en comptabilité matières est de 321,17 hl à 20 °C (317,99 + 3,18) et de 319,56 hl (321,17 × 0,995) à 15 °C.

E – Prise en compte du dénaturant du bio-éthanol au regard de la TIRIB

[76] Le dénaturant est comptabilisé dans les volumes de bio-éthanol pris en compte pour la minoration de la TIRIB **dans la limite de 1 % en volume.**

Lorsqu'il s'agit de **bio-éthanol éligible au double comptage**, le dénaturant est comptabilisé dans les volumes de bio-éthanol éligible au double comptage pris en compte pour la minoration de la TIRIB **dans la limite de 1 % en volume.**

II – INCORPORATION DES PRODUITS ELIGIBLES EN ENTREPÔT FISCAL DE STOCKAGE – CERTIFICAT D'INCORPORATION

A – Modalités d'incorporation

[77] L'incorporation en acquitté de produits éligibles dans des carburants est interdite (article 8 de l'arrêté du 19 janvier 2016 modifié relatif aux carburants autorisés au regard des dispositions de l'article 265 *ter* du code des douanes).

Toute incorporation physique de produit éligible dans un carburant doit donc s'effectuer sous régime fiscal suspensif, en entrepôt fiscal de production (UE de raffinage), de stockage (EFS). Les produits éligibles sont admis en entrepôt exclusivement pour y être mélangés aux carburants. **La sortie d'entrepôt de produits éligibles n'ayant pas fait l'objet de mélange, n'est pas autorisée, sauf dans le cas suivant : sortie du bio-gazole sous forme de gazole XTL pour un usage carburant routier après ajout de l'additif nécessaire.**

La production et le stockage de ED95 et de carburant B100 doivent se faire sous le statut de **l'entrepôt fiscal de produits énergétiques (EFPE).**

[78] L'incorporation de produit éligible peut se faire en bac ou en ligne au fur et à mesure des sorties.

En EFS, l'incorporation complémentaire de produits éligibles nécessite de connaître la teneur en produits éligibles du carburant contenu dans un bac à un moment donné, c'est-à-dire entre deux réceptions, notamment par oléoduc. Il incombe au titulaire de l'entrepôt de procéder à cette analyse, qui lui permet de déterminer la proportion de produit éligible à ajouter de façon à respecter, lors de la mise à la consommation des carburants, la teneur maximale en produits éligibles fixée par les spécifications douanières et administratives.

Des demandes d'analyse auprès des laboratoires du service commun des laboratoires (SCL) permettront aux services des douanes de vérifier, en tant que de besoin, la teneur réelle en produits éligibles des produits stockés.

[79] Attention : le respect des spécifications techniques doit être apprécié sur les carburants sortants de l'entrepôt fiscal, et non sur les produits en stock, dans la mesure où les carburants commercialisés peuvent être produits en ligne au poste de chargement des moyens de transport. Par conséquent, les produits stockés en EFS peuvent ne pas être conformes aux spécifications techniques exigées pour leur mise à la consommation. C'est le cas de la base éthanolable qui ne répond pas aux normes d'un carburant pouvant être mis à la consommation. Elle est destinée à être additivée en éthanol pour produire du SP95-E5, du SP95-E10 ou du E85.

De même, un opérateur peut stocker du gazole ayant une teneur en EMAG ne correspondant pas à la teneur prévue par les spécifications du gazole routier.

Remarque : Certains produits doivent toutefois respecter certaines spécifications techniques dès leur production et donc à leur réception dans l'entrepôt. C'est le cas du point de trouble pour les EMAG.

B – Traçabilité des opérations d'incorporation de produits éligibles

1°) En usine exercée de raffinage

[80] Le suivi des incorporations est effectué au moyen de la comptabilité matières biocarburants en usine exercée (*annexe VI*) qui reprend en sorties, de manière globalisée, les incorporations réalisées durant le mois.

2°) En entrepôt fiscal de stockage – le « certificat d'incorporation »

[81] En EFS, l'incorporation physique de produit éligible peut s'effectuer au bénéfice d'un ou de plusieurs entrepositaires agréés détenteurs de lots de carburants au sein d'un même bac. Il est donc nécessaire de déterminer les quantités de produits éligibles incorporées pour le compte de ces détenteurs. Seuls les détenteurs qui ont demandé l'incorporation de produits éligibles pourront s'en prévaloir pour leurs lots de carburants. Les autres détenteurs de lots de carburants au sein de ce bac ne pourront pas, quant à eux, se prévaloir de l'incorporation de produits éligibles pour la minoration du taux de la TIRIB, même si les carburants qu'ils détiennent dans ce bac sont également physiquement additivés en produits éligibles.

[82] Le « **certificat d'incorporation** » (*annexe II*) matérialise l'incorporation de produits éligibles en entrepôt fiscal de stockage (EFS).

Toute incorporation de produit éligible dans un carburant en entrepôt fiscal de stockage donne lieu à l'émission d'un **certificat d'incorporation** délivré par le titulaire de l'entrepôt fiscal de stockage au profit d'un ou de plusieurs entrepositaires agréés détenteurs de stock de carburant. Ce certificat peut également être émis par le détenteur du carburant en lieu et place de l'exploitant, après information des services douaniers compétents.

Ce certificat, émis de façon ponctuelle ou mensuelle, peut être établi :

- au moment de la réception des produits éligibles dans l'entrepôt même si l'opération d'incorporation n'intervient que postérieurement à la date d'émission du certificat. Les produits éligibles doivent être inscrits dans la comptabilité PSE de l'entrepositaire bénéficiaire du certificat ;
- au moment de l'incorporation physique des produits éligibles ;
- en fin de mois notamment pour les incorporations de produits éligibles en ligne en sortie des carburants.

[83] Il n'y pas lieu d'émettre de certificat d'incorporation lors de la réception de carburants contenant des produits éligibles en suite d'importation ou de livraison intracommunautaire. Les quantités de produits éligibles qui peuvent être prises en compte pour la minoration du taux de la TIRIB, sont justifiées par les documents d'accompagnement ou tout document probant comme indiqué aux points [66] à [69] ci-dessus.

[84] S'agissant du bio-éthanol dénaturé, le volume indiqué sur le certificat d'incorporation devra correspondre au volume global du bio-éthanol et du dénaturant **dans la limite de 1 % (même si le taux d'incorporation du dénaturant est supérieur à 1 %)**.

L'ajout du dénaturant dans l'éthanol ne donne pas lieu à l'émission d'un certificat d'incorporation puisqu'il n'y a pas incorporation à un carburant fossile.

[85] Ces certificats sont repris en entrée de la comptabilité matières justifiant la teneur en produits éligibles des carburants exposée au V ci-après. L'opérateur ne peut se prévaloir des quantités de produits éligibles réceptionnées dans l'EFS qu'une fois que le certificat d'incorporation est inscrit dans cette comptabilité matières.

III – CESSION DE PRODUITS ELIGIBLES OU DE CARBURANTS CONTENANT DES PRODUITS ELIGIBLES – CERTIFICAT D'ACQUISITION

Il est rappelé que l'acquisition en acquitté de carburants contenant des produits éligibles ne donne droit à aucune minoration du taux de la taxe.

[86] Compte tenu de l'approvisionnement d'une majorité d'entrepôts par oléoducs, les lots de carburants sont banalisés durant leur transport, puis leur stockage ; ils ne peuvent donc pas être physiquement identifiés par détenteur, et en fonction de leur teneur en produits éligibles. C'est pourquoi, l'acquisition de produits éligibles séjournant en EFS, ou à leur sortie, est purement comptable et non corrélée aux acquisitions de carburants.

Toute cession de produits éligibles au cours de leur séjour en entrepôt fiscal de stockage, ainsi que toute cession sous régime fiscal suspensif de carburants réputés contenir des produits éligibles en sortie d'entrepôt fiscal (usine exercée de production, entrepôt fiscal de stockage ou entrepôt fiscal de produits énergétiques), ou au cours du séjour des produits en entrepôt fiscal de stockage ou entrepôt fiscal de produits énergétiques, donne lieu à l'émission, par le cédant, d'un « **certificat d'acquisition** » (*annexe II*) indiquant la nature et le volume de produits éligibles cédé, ainsi que son éligibilité au double comptage. Ce document est émis ponctuellement ou mensuellement.

La cession de produits éligibles utilisés pour la production de carburants en entrepôt fiscal de produits énergétiques (pour le ED95 et le B100) est purement comptable. Elle n'est pas liée à une acquisition de carburant.

L'entrepositaire agréé détermine librement la quantité de produits éligibles cédée.

[87] Le « **certificat d'acquisition** » n'étant pas lié à une mise à la consommation, il ne constitue en aucun cas un document recevable au titre des droits à minoration du taux de la TIRIB lors de l'établissement de la déclaration annuelle de la TIRIB. Il est uniquement destiné à être imputé dans les comptabilités matières de teneur en biocarburant tenues en EFS et en EFPE. Ce certificat d'acquisition doit être inscrit en entrée de la comptabilité matières et « transformé » en certificat de teneur lors de la sortie des carburants pour mise à la consommation.

Un opérateur qui dispose de biocarburants dans un EFS à partir duquel il n'effectue pas de mise à la consommation de carburants, peut établir un certificat d'acquisition pour son propre compte pour l'utiliser sur un autre EFS à partir duquel il effectue des mises à la consommation de carburants. Dans cette hypothèse, le bénéficiaire du certificat sera identifié par son n° d'EA sur le second site.

Un opérateur peut également établir un certificat pour son propre compte lorsqu'il effectue, à partir d'un EFS, des mises à la consommation de carburants qui ne sont pas suffisantes pour couvrir la totalité des quantités de produits éligibles dont il peut se prévaloir dans cet EFS.

[88] En cas de perte d'un certificat établi dans le cadre du suivi des produits éligibles, une copie de ce certificat, certifiée conforme à l'original peut être délivrée, à titre de duplicata. Ce duplicata doit être pris en compte dans les mêmes conditions de délai que le document original. L'émission de la copie du certificat perdu doit faire l'objet d'une demande préalable d'autorisation motivée, adressée au service des douanes de rattachement. L'opérateur doit s'engager à restituer au service des douanes de rattachement l'original du certificat si celui-ci est retrouvé.

IV – MISE A LA CONSOMMATION DES PRODUITS ELIGIBLES – CERTIFICAT DE TENEUR

[89] Toute mise à la consommation en sortie d'entrepôt fiscal suspensif (usine exercée de production, entrepôt fiscal de stockage ou EFPE) de carburants **réputés** contenir des produits éligibles donne lieu à l'émission d'un « **certificat de teneur** » (*annexe II bis*). Ce document est émis ponctuellement ou mensuellement.

[90] Lorsque la mise à la consommation d'un carburant intervient en sortie d'usine exercée de raffinage, le certificat de teneur est émis par le titulaire de l'usine exercée.
Le certificat de teneur est visé par le bureau de douane de la raffinerie.

[91] Lorsque la mise à la consommation intervient en sortie d'EFS ou en sortie d'EFPE, l'entrepositaire agréé détenteur de stocks de carburants, émet, sur la base d'une comptabilité matières mensuelle tenue par ses soins, un certificat de teneur pour toute mise à la consommation effectuée par lui-même ou par un tiers (ou « reprenneur ») effectuant une mise à la consommation concomitante à une cession opérée par cet entrepositaire.
Le certificat de teneur est visé par le bureau de douane de rattachement de l'EFS ou de l'EFPE.

[92] Lorsque la mise à la consommation intervient immédiatement en suite de circulation intracommunautaire ou en suite d'importation, le certificat de teneur est émis ponctuellement, puis visé par le service des douanes, sur la base des indications relatives à la teneur en biocarburants portées sur le document administratif électronique (DAE), le document administratif unique (DAU) ou tout autre document probant.

À défaut d'indication, le carburant est réputé ne pas contenir de produit éligible.

[93] En cas de livraison directe en suite de circulation intracommunautaire sous couvert du statut de destinataire enregistré (DE) livraison directe, et lorsque le nombre de livraisons est important, le bureau de douane de centralisation de l'opérateur DE peut autoriser cet opérateur à établir un certificat de teneur mensuel. Dans ce cas, l'opérateur doit tenir une comptabilité matières de teneur en biocarburants du type de celle qui est tenue en EFS.

Afin d'établir le certificat de teneur en biocarburants, le destinataire enregistré indique la mention « 0000 » pour le code de l'établissement, ainsi que la mention « *livraisons directes depuis un autre État membre de l'UE* » pour l'adresse de l'établissement à partir duquel ont été effectuées les mises à la consommation.

[94] En cas de mise à la consommation directe en suite d'importation, et lorsque le nombre d'opérations est important, le bureau de dédouanement peut autoriser cet opérateur à établir un certificat de teneur mensuel. Dans ce cas, l'opérateur doit tenir une comptabilité matières de suivi en biocarburants du type de celle qui est tenue en EFS.

Afin d'établir le certificat de teneur, le destinataire enregistré indique la mention « 0000 » pour le code de l'établissement, ainsi que la mention « mise à la consommation directe en suite d'importation » pour l'adresse de l'établissement à partir duquel ont été effectuées les mises à la consommation.

[95] Il est admis que la mise à la consommation de lots de carburants réputés avoir une teneur en produits éligibles nulle ne donne pas lieu à l'émission d'un certificat.

[96] L'entrepositaire agréé détermine librement la quantité de produits éligibles réputée être contenue dans les volumes de carburants mis à la consommation.

La teneur en produits éligibles des carburants indiquée sur les certificats de teneur n'est pas censée correspondre à la teneur réelle en produits éligibles des carburants mis à la consommation. **Toutefois, le taux d'incorporation exprimé en volume ne peut pas excéder 100 % des volumes de carburants mis à la consommation.**

Lorsque plusieurs certificats de teneur sont émis pour des produits éligibles contenus dans le même carburant, les volumes de carburants mis à la consommation pourront être répartis de manière empirique entre les différents certificats (cas des EMHV, EMHA, EMHU et du bio-gazole incorporés dans le gazole). Le volume total des produits éligibles repris sur les certificats ne devra pas excéder le volume de carburants mis à la consommation par l'opérateur au cours du mois.

Exemple : un opérateur a mis à la consommation au cours du mois m 15 000 000 litres de gazole réputés contenir 800 000 litres d'EMHV, 200 000 litres d'EMHU et 50 000 litres d'EMHA .

Il établira trois certificats de teneur sur lesquels il répartira les 15 000 000 litres de gazoles mis à la consommation. On pourra avoir par exemple :

– établissement d'un certificat de teneur pour 11 500 000 litres de gazole et 800 000 litres d'EMHV, un certificat de teneur pour 2 800 000 litres de gazole et 200 000 litres d'EMHU et un certificat de teneur pour 700 000 litres de gazole et 50 000 litres d'EMHA.

ou

– établissement d'un certificat de teneur pour 14 750 000 litres de gazole et 800 000 litres d'EMHV, un certificat de teneur pour 200 000 litres de gazole et 200 000 litres d'EMHU et un certificat de teneur pour 50 000 litres de gazole et 50 000 litres d'EMHA.

[97] Les carburants mis à la consommation doivent être conformes aux spécifications techniques en vigueur pour leur mise à la consommation sur le territoire national. Un contrôle de la teneur **réelle** en produits éligibles peut être réalisé sur demande des services douaniers par un laboratoire du service commun des laboratoires, afin de vérifier le respect du taux maximum d'incorporation physique des produits éligibles dans les carburants mis à la consommation.

Le respect des spécifications techniques doit être apprécié sur les carburants sortants de l'entrepôt fiscal, et non sur les produits en stock, dans la mesure où les carburants commercialisés peuvent être produits en ligne au poste de chargement des moyens de transport.

V – TENUE DES COMPTABILITES MATIERES DANS LE CADRE DE LA TIRIB

[98] Le suivi des produits éligibles pouvant être pris en compte pour la minoration du taux de la TGAP, depuis leur réception dans le premier entrepôt suspensif jusqu'à leur mise à la consommation dans les carburants dans lesquels ils sont incorporés, est assuré au moyen de comptabilités matières spécifiques aux biocarburants dans le cadre de la TIRIB.

A – En usine exercée

1°) Comptabilité matières biocarburants en usine exercée

[99] Le titulaire de l'usine exercée tient quotidiennement une comptabilité matières spécifique aux biocarburants¹³ (*annexe VI*), qui retrace, pour chaque mois, les réceptions et les incorporations dans les carburants fossiles par type de biocarburant et par catégorie de matières premières.

Toutefois, le titulaire de l'usine exercée peut tenir une seule comptabilité matières par filière pour tous les biocarburants de la filière, à condition que les biocarburants soient identifiés par nature et par catégorie de matières premières.

Cette comptabilité matières n'est pas spécifique à la TIRIB. Elle a pour but de suivre les stocks physiques de biocarburants en usine exercée.

Elle est arrêtée chaque mois, et transmise pour visa, en un seul exemplaire original, au bureau de douane de la raffinerie au plus tard le dernier jour calendaire du mois suivant la période du mois auquel elle se rapporte.

[100] Les modalités de tenue de cette comptabilité matières sont les suivantes :

Des exemples de comptabilités matières sont présentés en annexe *VI bis* et *VI ter* : EMAG (exemple 1) et Bio-ETBE (exemple 2).

* *Dispositions générales* :

L'opérateur doit indiquer le système de durabilité (schéma volontaire ou système national) auquel il recourt pour démontrer que les biocarburants dont il souhaite se prévaloir au titre de la minoration de la TIRIB, sont durables.

Toutes les quantités sont exprimées en hl avec deux décimales et à 15 °C, sauf pour le bio-éthanol pour lequel les volumes sont exprimés à 20 °C.

Pour les produits éligibles au double comptage, la rubrique « unité de production reconnue au titre du double comptage » doit être complétée.

L'opérateur doit indiquer la nature du biocarburant et la catégorie de matières premières concernés ainsi que le code correspondant à la catégorie de matières premières à partir desquelles les biocarburants ont été produits, repris dans l'annexe *I bis*.

Les biocarburants en stock dans la comptabilité matières au 31 décembre 2018, identifiés par les codes matières en vigueur pour la TGAP carburants de l'année 2018, devront être repris au 1^{er} janvier 2019, en entrée des comptabilités matières sous les nouveaux identifiants matières en vigueur pour la TIRIB au titre de l'année 2019, repris en annexe *I bis*.

* *Stock initial* :

Le stock initial en début de mois correspond au stock final du mois précédent y compris pour le mois de janvier. Le stock initial du mois de janvier de l'année n+1 est donc égal au stock final du mois de décembre de l'année n.

* *Entrées* :

Les volumes de biocarburants inscrits en entrées sont ceux qui figurent sur les documents d'accompagnement ou les documents commerciaux accompagnant les biocarburants (sans freintes de transport). La nature, le numéro et la date du document d'accompagnement ou du document commercial doivent être indiqués dans la colonne « Référence » de la comptabilité matières.

¹³ Dans l'hypothèse où la raffinerie utiliserait des biocarburants non durables, ceux-ci devraient être repris dans cette comptabilité matières de manière différenciée.

Tous les volumes de biocarburants repris en entrée dans cette comptabilité matières doivent être justifiés par des documents probants (DAE, DAU, documents commerciaux et, sous certaines conditions, fiche de fabrication) qui doivent être tenus à disposition du service des douanes.

Pour les dérivés de l'éthanol et du méthanol, les volumes à faire figurer en entrée correspondent au volume de la livraison (tel que défini au point [51] ci-dessus). La teneur réelle en équivalent bio-éthanol ou bio-méthanol exprimée en % doit être indiquée entre parenthèses. Le volume de dénaturant à T°C incorporé, le cas échéant, dans le bio-éthanol ou le bio-méthanol, doit figurer sur cette comptabilité matières.

Pour la comptabilité matières des dérivés du bio-éthanol et du bio-méthanol, l'opérateur doit indiquer le volume repris en entrée ou en sortie contenant le % de référence vol. d'équivalent bio-éthanol ou bio-méthanol, selon une règle de trois.

Pour la comptabilité matières de l'ETBE, l'opérateur doit indiquer le % issu de source renouvelable :

- 37 % pour l'ETBE produit à partir de bio-éthanol et d'isobutène non renouvelable ;
- 63 % pour l'ETBE produit à partir de bio-isobutène et d'éthanol non renouvelable ;
- 100 % pour l'ETBE produit à partir de bio-éthanol et de bio-isobutène.

*** Sorties :**

Les volumes de biocarburants inscrits en sorties correspondent à la somme des volumes de biocarburant incorporés aux carburants au cours du mois.

Pour les dérivés du bio-éthanol et du bio-méthanol, la teneur réelle en équivalent en bio-éthanol ou en bio-méthanol (en %), qui correspond toujours à celle indiquée dans la rubrique « Total » de la colonne « Volume à T°C » en entrée, et qui s'obtient en multipliant par le % de référence le rapport entre le total des volumes de la colonne (c) et de la colonne (b), doit être indiquée entre parenthèses.

Pour la comptabilité matières du bio-éthanol, les volumes sortis exprimés à 20 °C doivent être convertis en volumes à 15 °C.

*** Stock final :**

Le stock final en fin de mois correspond à la différence entre le total des entrées et le total des sorties.

2°) Tableau récapitulatif des volumes de biocarburants durables incorporés en usine exercée de raffinage en fonction de leur destination

[101] La comptabilité matières biocarburants en UE visée au point [99] permet de suivre les biocarburants uniquement jusqu'à leur incorporation dans les carburants fossiles.

Il est nécessaire de connaître la destination des biocarburants une fois qu'ils ont été incorporés dans les carburants. En effet, seules les quantités de biocarburants contenues dans les quantités de carburants mis à la consommation peuvent être prises en compte pour la minoration de la TIRIB.

À cet effet, le titulaire de l'usine exercée établit un « **tableau récapitulatif des volumes de biocarburants durables incorporés en usine exercée de raffinage en fonction de leur destination** » (*annexe VII*). Ce tableau est servi chaque mois, par biocarburant et par catégorie de matières premières au regard des certificats d'acquisition ou de teneur en biocarburants et de la comptabilité matières des biocarburants. Il est rappelé que la répartition des volumes de biocarburants entre les certificats de teneur en biocarburants, et les certificats d'acquisition, est laissée à l'appréciation du titulaire de l'UE. Un exemple de tableau récapitulatif figure en *annexe VII bis*.

Il est transmis en un seul exemplaire original, pour visa au bureau de douane de la raffinerie avec les certificats et la comptabilité matières de biocarburants.

[102] Les biocarburants contenus dans les carburants destinés à l'exportation, l'expédition intracommunautaire ou l'avitaillement, toute sortie physique autre que les mises à la consommation pour

un usage carburant, doivent être exclus du mécanisme de la TIRIB. Il incombe à l'opérateur de déterminer et de justifier le volume réel de biocarburants contenus dans ces carburants.

Cette règle s'applique également aux produits contenant des biocarburants et qui, à l'issue d'opérations de manipulation, ne sont plus classés comme tels (exemple : gazole déclassé en fioul domestique).

[103] À défaut de pouvoir déterminer la teneur réelle en biocarburants, les carburants sont réputés contenir la teneur en biocarburants telle qu'elle résulte du rapport entre les quantités de biocarburants incorporées et les quantités de carburant produites durant le mois dans l'usine exercée : taux d'incorporation moyen. La quantité de biocarburants ainsi déterminée vient en déduction de la quantité de biocarburants incorporée durant le mois, et seule la quantité de biocarburants résultant de cette soustraction est répartie sur les différents certificats émis. Lorsque plusieurs carburants sont additivés à un même carburant, le taux d'incorporation moyen est calculé pour chaque biocarburant.

[104] Si le taux d'incorporation réel du dénaturant dans le bio-éthanol est supérieur à 1 %, les quantités de dénaturant incorporées au-delà de 1 % devront être reprises en colonne (c) de l'annexe VII comme volume de biocarburant ne pouvant pas être pris en compte pour la minoration de la TIRIB.

B – En entrepôt fiscal de stockage

[105] Chaque entrepositaire agréé détenteur de stock de carburants en EFS tient une « **comptabilité matières mensuelle de teneur en biocarburants durables** » (*annexe VIII*) qui permet de tracer les quantités de biocarburants pouvant être prises en compte pour la minoration du taux de la TIRIB. Le suivi des stocks physiques de biocarburants est assuré par la comptabilité matières PSE.

Les modalités de tenue de cette comptabilité matières sont les suivantes :

1°) Dispositions générales :

[106] Elle est tenue de façon mensuelle, par entrepôt fiscal de stockage (EFS), par carburant (SP95, SP98, SP95-E10, SP ARS, E85, ou gazole routier (y compris le gazole B30), GNR, par nature de biocarburant (EMHV, EMHA, EMHU, EEAG, bio-gazole, bio-éthanol, bio-ETBE, bio-TAEE, bio-méthanol, bio-MTBE, bio-TAME, bio-essence, bio-isooctane) et par catégorie de matières premières.

Toutefois, une même comptabilité matières peut reprendre plusieurs biocarburants ou plusieurs catégories de matières premières, lorsqu'un même carburant est additivé de plusieurs biocarburants de nature différente.

Exemple : une seule comptabilité matières pour l'EMHV, l'EMHA, l'EMHU, le bio-gazole, destinés à être incorporés dans le gazole.

De la même manière, une même comptabilité matières peut reprendre plusieurs carburants, lorsqu'un même biocarburant est utilisé pour additiver plusieurs carburants de nature différente.

Exemple : une seule comptabilité matières pour l'éthanol destiné à additiver du SP95 et du SP95-E10.

[107] Un opérateur est autorisé à ne pas tenir de comptabilité matières dans les entrepôts où il stocke des carburants, à condition qu'il en informe, par courrier, le bureau de douane de rattachement de l'établissement. Dans ce cas, l'opérateur ne peut ni se prévaloir d'incorporation de biocarburants dans cet entrepôt, ni établir de certificats d'acquisition ou de teneur en biocarburants, pour lui-même ou pour le compte d'un tiers. Il lui est également impossible de prétendre au bénéfice des certificats d'acquisition ou de tout autre document probant justifiant la teneur en biocarburants des carburants stockés dans cet entrepôt. L'opérateur peut à tout moment revenir sur les termes de son courrier, en vue de tenir une comptabilité matières de teneur en biocarburants. Il doit, dans ce cas, en informer le bureau de douane compétent au moins un mois avant le dépôt de la première comptabilité matières.

Un opérateur peut tenir une ou plusieurs comptabilités matières pour une filière de biocarburants, et peut ne pas en tenir pour l'autre filière de biocarburants.

[108] Cette comptabilité matières peut être tenue par le titulaire de l'entrepôt fiscal de stockage sur procuration de l'entrepositaire agréé, mais, en tout état de cause, sa présentation au service des douanes engage la seule responsabilité de l'entrepositaire agréé.

Dans tous les cas, le titulaire de l'entrepôt fiscal de stockage est tenu de communiquer aux entrepositaires agréés détenteurs de stocks de carburants dans son EFS, les éléments nécessaires à l'établissement de la comptabilité matières spécifique aux biocarburants.

Elle peut également ne pas être tenue sur le site de l'EFS. Dans ce cas, elle doit pouvoir être transmise dans les plus brefs délais, à toute réquisition du service des douanes.

[109] La comptabilité matières, arrêtée chaque mois, est transmise en un seul exemplaire original au bureau de douane de rattachement de l'entrepôt au plus tard le 10^e jour calendaire du deuxième mois suivant le mois auquel elle se rapporte, accompagnée des documents probants relatifs aux entrées (certificats d'acquisition, DAA, DAU, factures, certificats d'incorporation) si ceux-ci n'ont pas déjà été remis au service, ainsi que des certificats émis en sortie (certificats de teneur en biocarburants, certificats d'acquisition).

Les DAE peuvent être consultés par le service des douanes dans l'application GAMMA. Il n'y a donc pas lieu de joindre une copie des DAE aux comptabilités matières.

2°) Modalités de tenue de la comptabilité matières de teneur en biocarburants

Des exemples de comptabilités matières sont présentés en annexe VIII bis : EMAG (exemple 1) et bio-éthanol (exemple 2).

[110] L'opérateur doit indiquer le système de durabilité (schéma volontaire ou système national) auquel il recourt pour démontrer que les biocarburants dont il souhaite se prévaloir au titre de la minoration de la TIRIB, sont durables.

Les quantités sont exprimées en hectolitres avec deux décimales et à 15 °C.

Cette comptabilité ne peut en aucun cas être négative.

L'opérateur doit indiquer la nature du ou des carburants et des biocarburants couverts par la comptabilité matières ainsi que le code correspondant à la catégorie de matières premières à partir desquelles les biocarburants ont été produits, repris dans l'annexe I bis.

Les biocarburants en stock dans la comptabilité matières au 31 décembre 2018, identifiés par les codes matières en vigueur pour la TGAP carburants de l'année 2018, devront être repris au 1^{er} janvier 2019, en entrée des comptabilités matières sous les nouveaux identifiants matières en vigueur pour la TIRIB au titre de l'année 2019, repris en annexe I bis de la présente circulaire.

*** Stock initial :**

Le stock initial en début de mois correspond au stock final du mois précédent y compris pour le mois de janvier. Le stock initial du mois de janvier de l'année n+1 est donc égal au stock final du mois de décembre de l'année n.

*** Entrées :**

Tous les volumes de biocarburants repris en entrées doivent être justifiés à l'appui de documents probants. L'opérateur doit indiquer la nature et le numéro du document. Il peut s'agir de certificats d'acquisition, de certificats d'incorporation, de DAE (carburants en provenance d'un autre État membre), de DAU (carburants d'origine tierce), de documents commerciaux pour l'ETBE (en circulation

intracommunautaire), le méthanol, le MTBE, le TAEE et le TAME et, sous certaines conditions, de la fiche de fabrication (opération de manipulation à l'issue de laquelle le produit déclassé reste un carburant soumis à la TIRIB). Ces documents doivent être tenus à disposition du service des douanes.

L'opérateur doit indiquer les volumes de biocarburants **durables** dont il peut se prévaloir au vu des documents probants.

Lorsque plusieurs biocarburants de nature différente, et/ou produits à partir de catégories de matières premières différentes, sont additivés à un même carburant, la comptabilité matières doit être enrichie, en entrée, d'autant de colonnes supplémentaires que nécessaire, identifiées par les lettres (b'), (b''), etc. Dans ce cas, la nature des biocarburants et des catégories de matières premières est précisée en en-tête des colonnes.

Les volumes de biocarburants dérivés du bio-éthanol et du bio-méthanol (bio-ETBE, bio-TAEE, bio-MTBE, bio-TAME) doivent toujours avoir été préalablement ramenés au % vol. de référence de bio-éthanol ou de bio-méthanol.

En cas d'incorporation d'ETBE, l'opérateur doit indiquer le % issu de source renouvelable :

- 37 % pour l'ETBE produit à partir de bioéthanol et d'isobutène non renouvelable ;
- 63 % pour l'ETBE produit à partir de bio-isobutène et d'éthanol non renouvelable ;
- 100 % pour l'ETBE produit à partir de bioéthanol et de bio-isobutène.

*** Sorties :**

Les sorties de carburants doivent correspondre aux volumes sortis de l'EFS (repris en colonnes 13 et 14 de la comptabilité PSE des trois décades du mois).

Leur ventilation en trois catégories de sorties doit correspondre aux documents de cession, d'opérations de manipulation, de sortie (DAU, DAE, DAA, DSP, déclaration de cession, fiche de fabrication, déclarations d'avitaillement ou de mise à la consommation).

Les mises à la consommation correspondent aux volumes sortis de l'EFS pour mise à la consommation qui sont repris parmi les volumes inscrits en colonnes 13 et 14 de la PSE des trois décades du mois. Par conséquent, les mises à la consommation de la CMTB sont égales aux sorties de la PSE uniquement si l'opérateur n'effectue que des sorties pour mise à la consommation (pas de sortie en suspension).

Attention : les volumes de carburants mis à la consommation au cours du mois (colonne (e)) ne correspondent pas, dans tous les cas, aux volumes de carburants repris dans les déclarations décadaires de mise à la consommation déposées via ISOPE.

C'est notamment le cas pour les EFS, pour la déclaration de mise à la consommation de la dernière décade du trimestre lorsqu'il y a régularisation fiscale. Les quantités de carburants mises à la consommation correspondent aux sorties de carburants de l'EFS pour mise à la consommation et non aux quantités taxables déclarées qui tiennent compte de la régularisation fiscale.

Exemple : *volumes des mises à la consommation inscrites en colonne 13 de la PSE : 14 651 040 litres*

volumes des mises à la consommation déclarés dans ISOPE : 14 100 277 litres

La différence (14 651 040 – 14 100 277 = 550 763) se retrouve en colonne 23 de la PSE 1/B et correspond à l'excédent admis en acquitté, qui n'apparaît pas dans l'application ISOPE.

Il convient d'indiquer en colonne (f) les volumes de biocarburants cédés à un opérateur sous régime suspensif, réputés être contenus dans les carburants mis à la consommation au cours de la période, ou exclus du mécanisme de la TIRIB. **Le total des volumes de la colonne (f) ne peut pas excéder celui de la colonne (b).**

Lorsque plusieurs biocarburants de nature différente et/ou produits à partir de catégories de matières premières différentes, sont additivés à un même carburant, la comptabilité matières doit être enrichie, en sortie, d'autant de colonnes supplémentaires que nécessaires identifiées par les lettres (f'), (f''), etc. La nature des biocarburants et des matières premières est précisée en entête des colonnes. **Le total des**

volumes de la colonne (f') ne peut pas excéder celui de la colonne (b') et le total des volumes de la colonne (f'') ne peut pas excéder celui de la colonne (b'').

Les certificats d'acquisition et de teneur en biocarburants émis en sortie d'EFS sont établis dans la limite des volumes de biocarburants repris dans la comptabilité matières de teneur en biocarburants.

[111] Les biocarburants contenus dans les carburants destinés à l'exportation, l'expédition intracommunautaire ou l'avitaillement ainsi que toute sortie physique autre que les mises à la consommation pour un usage carburant, doivent être exclus du mécanisme de la TIRIB. Il incombe à l'opérateur de déterminer et de justifier le volume réel de biocarburants contenus dans ces carburants.

Cette règle s'applique également aux produits contenant des biocarburants et qui, à l'issue d'opérations de manipulation, ne sont plus classés comme tels (exemple : gazole déclassé en fioul domestique).

À défaut de pouvoir déterminer la teneur réelle en biocarburants, il faut déterminer le taux d'incorporation moyen qui correspond au rapport entre le volume repris en rubrique (j) et celui repris en rubrique (k).

C – En entrepôt fiscal de produits énergétiques

[112] Chaque entrepositaire agréé détenteur de stock en EFPE tient une comptabilité matières de teneur en biocarburants (CMTB) du même type que celle tenue en EFS visée au point [105].

Elle est tenue selon une périodicité mensuelle, et doit être remise au service des douanes de rattachement au plus tard **le dernier jour calendaire du mois** suivant le mois auquel elle se rapporte.

Un exemple de comptabilité matières est présenté en annexe VIII bis (exemple 3).

Les certificats d'acquisition et de teneur en biocarburants émis en sortie d'EFPE sont établis dans la limite des volumes de biocarburants repris dans la comptabilité matières de teneur en biocarburants.

VI – VISA DES DOCUMENTS JUSTIFICATIFS PAR LE SERVICE DES DOUANES

[113] Les documents justifiant des quantités de biocarburants pouvant être prises en compte pour la minoration du taux de la TIRIB sont transmis pour visa au service des douanes de rattachement de l'opérateur.

A – En usine exercée

[114] La comptabilité matières de biocarburants en usine exercée (*annexe VI*) arrêtée chaque mois, est transmise, pour visa, au bureau de douane de la raffinerie **au plus tard le dernier jour calendaire du mois** suivant la période du mois auquel elle se rapporte.

Cette comptabilité est accompagnée de tous les certificats de teneur et d'acquisition émis durant le mois, ainsi que du tableau récapitulatif des volumes de biocarburants incorporés (*annexe VII*).

Tous ces documents sont produits en un seul exemplaire original.

Une fois les vérifications effectuées, le service appose son visa sur la comptabilité matières, les certificats et le tableau récapitulatif et remet **les originaux visés à l'opérateur**.

Attention appelée : Sauf cas exceptionnel ou dossier incomplet, le visa du service des douanes doit intervenir dans les plus brefs délais et au plus tard dans les 15 jours suivant le dépôt des documents par l'opérateur. Le respect de ce délai permet la transmission par l'opérateur des originaux des

certificats d'acquisition visés par le service des douanes à leurs bénéficiaires, pour que ces certificats puissent être présentés à l'appui des comptabilités matières en EFS du même mois.

B – En entrepôt fiscal de stockage

[115] La comptabilité matières de teneur en biocarburants (*annexe VIII*) arrêtée chaque mois, est transmise, pour visa, au bureau de douane de rattachement de l'entrepôt **le 10^e jour calendaire du deuxième mois** suivant le mois auquel elle se rapporte.

Elle est accompagnée des documents probants relatifs aux entrées (**originaux des certificats d'acquisition portant le visa du bureau de douane de rattachement de l'émetteur du certificat**, DAA, DAU, factures, certificats d'incorporation) si ceux-ci n'ont pas déjà été remis au service, ainsi que des certificats émis en sortie (certificats de teneur, certificat d'acquisition) pour visa par le service des douanes.

Les DAE peuvent être consultés par le service des douanes dans l'application GAMMA. Il n'y a donc pas lieu de joindre une copie des DAE aux comptabilités matières.

Tous ces documents sont produits en un seul exemplaire original.

Une fois les vérifications effectuées, le service appose son visa sur la comptabilité matières et les certificats, y compris sur les certificats d'acquisition présentés en entrée de la comptabilité matières, et **remet les originaux visés à l'opérateur.**

C – En entrepôt fiscal de produits énergétiques

[116] La comptabilité matières de teneur en biocarburants (*annexe VIII*) arrêtée chaque mois, est transmise, pour visa, au bureau de douane de rattachement de l'entrepôt **le dernier jour calendaire du mois** suivant le mois auquel elle se rapporte.

Elle est accompagnée des documents probants relatifs aux entrées (**originaux des certificats d'acquisition portant le visa du bureau de douane de rattachement de l'émetteur du certificat**, factures, etc.) si ceux-ci n'ont pas déjà été remis au service, ainsi que des certificats émis en sortie (certificats de teneur, certificat d'acquisition) pour visa par le service des douanes.

Tous ces documents sont produits en un seul exemplaire original.

Une fois les vérifications effectuées, le service appose son visa sur la comptabilité matières et les certificats, y compris sur les certificats d'acquisition présentés en entrée de la comptabilité matières, et **remet les originaux visés à l'opérateur.**

Attention appelée : Sauf cas exceptionnel ou dossier incomplet, le visa du service des douanes doit intervenir dans les plus brefs délais et au plus tard dans les 15 jours suivant le dépôt des documents par l'opérateur.

Si un opérateur n'est pas en mesure de produire l'original du certificat d'acquisition portant le visa du bureau de douane de rattachement de l'émetteur du certificat à l'appui de sa comptabilité matières, il est admis à titre exceptionnel, qu'il produise dans un premier temps une copie de ce document visé.

Dans ce cas, le service n'apposera son visa sur les comptabilités matières et les certificats que lorsqu'il sera en possession des originaux des certificats d'acquisition visés.

VI – RECTIFICATION DES DOCUMENTS JUSTIFICATIFS EMIS

[117] Sauf circonstances particulières dûment justifiées, les certificats et les comptabilités matières établis dans le cadre du suivi de la TIRIB, ne peuvent pas être modifiés, du fait de l'opérateur, après leur présentation pour visa au service des douanes de rattachement, ou après visa du service.

La rectification des documents déposés pour visa, ou déjà visés par le service, doit faire l'objet d'une demande préalable d'autorisation de modification motivée, adressée au service des douanes de rattachement. La rectification ne peut être effectuée que sur autorisation expresse du service.

A – Certificat d'incorporation

[118] En cas de rectification, l'original du certificat d'incorporation initial détenu par le service est annulé.

Le nouveau certificat doit comporter la mention « annule et remplace » afin de pouvoir être visé par le service des douanes de rattachement. Il est conservé par le service avec l'original du certificat initial annulé.

B – Certificat d'acquisition

1°) Le certificat n'a pas encore été pris en compte dans la comptabilité matières du bénéficiaire

[119] L'opérateur qui a émis le certificat d'acquisition doit joindre à l'appui de sa demande de rectification :

- l'**original du certificat initial** visé par son service de rattachement ;
- le **certificat rectificatif** qui doit être revêtu de la mention « certificat rectificatif » ou « rectificatif ».

Le service de rattachement de l'opérateur qui a émis le certificat d'acquisition, annule le certificat initial, vise le certificat rectificatif, remet l'original visé du nouveau certificat à l'opérateur et conserve l'original du certificat annulé.

2°) Le certificat a été pris en compte dans la comptabilité matières du bénéficiaire

[120] L'opérateur qui a émis le certificat d'acquisition doit joindre à l'appui de sa demande de rectification :

- l'**original du certificat initial** visé par son service de rattachement, et éventuellement par le service de rattachement du bénéficiaire du certificat ;
- le **certificat rectificatif** qui doit être revêtu de la mention « certificat rectificatif » ou « rectificatif ».

Le service de rattachement de l'opérateur qui a émis le certificat d'acquisition, annule le certificat initial, vise le certificat rectificatif, remet l'original visé du nouveau certificat à l'opérateur et conserve l'original du certificat annulé.

L'opérateur bénéficiaire du certificat d'acquisition doit solliciter, par écrit, auprès de son service de rattachement, le remplacement du certificat d'acquisition initial par le nouveau certificat, et joindre à l'appui de sa demande l'**original du certificat rectificatif** visé par le service de rattachement de l'émetteur du certificat.

Le service de rattachement de l'opérateur bénéficiaire du certificat vise le certificat rectificatif et remet l'original du nouveau certificat visé par les deux services à l'opérateur.

C – Certificat de teneur

[121] En cas de rectification, l'original du certificat de teneur est annulé.

Le nouveau certificat doit comporter la mention « annule et remplace » et être visé par le service des douanes de rattachement. Il est conservé par l'opérateur avec l'original du certificat initial annulé. Il n'est pas nécessaire de joindre le certificat initial annulé à la déclaration annuelle de TIRIB.

D – Comptabilité matières de teneur en biocarburants

[122] La modification d'un certificat peut entraîner une régularisation de la comptabilité matières de teneur en biocarburants. Il peut également être nécessaire de rectifier une comptabilité matières pour d'autres raisons.

1°) La modification n'affecte ni la nature, ni les volumes de biocarburants, ni l'éligibilité au double comptage

[123] La régularisation est effectuée sur la comptabilité matières du mois sur lequel porte l'erreur.

L'opérateur doit joindre à l'appui de sa demande de modification :

- **l'original visé de la comptabilité matières** du mois sur lequel porte l'erreur ;
- **la comptabilité matières rectifiée** du mois concerné.

Le service des douanes de rattachement annule l'original de la comptabilité matières initiale, vise la comptabilité matières rectificative dont il remet l'exemplaire visé à l'opérateur. Il conserve l'original de la comptabilité matières annulée à l'appui de la copie de la comptabilité matières rectificative.

Exemple : Un opérateur a émis au mois d'avril un certificat d'acquisition pour 1 000 litres d'EMHV au bénéfice de l'opérateur A alors que le certificat aurait dû être établi pour l'opérateur B pour le même volume d'EMHV.

L'opérateur demande au mois de juillet le remplacement du certificat d'acquisition émis pour l'opérateur A par un certificat d'acquisition émis pour l'opérateur B.

La régularisation de la comptabilité matières (N° du certificat d'acquisition et identité du bénéficiaire) est effectuée au mois de juillet sur la comptabilité matières du mois d'avril.

2°) La modification affecte la nature, et / ou les volumes de biocarburants, et / ou l'éligibilité au double comptage

[124] La régularisation est effectuée sur la comptabilité matières du mois en cours.

Si la rectification n'est pas due à la modification d'un certificat, l'opérateur doit joindre à la comptabilité matières transmise pour visa, une demande de modification motivée.

Exemple : Au mois de juin, un opérateur se rend compte que le volume d'EMHV repris sur le certificat d'incorporation du mois de mars (1 000 litres) est incorrect. Le certificat aurait dû être établi pour 2 000 litres. Il demande au service l'autorisation de rectifier le certificat d'incorporation émis au mois de mars, et de régulariser sa comptabilité matières.

La régularisation est effectuée sur la comptabilité matières du mois de juin. L'opérateur inscrit une ligne de régularisation : Entrées / EMHV / 1 000 litres – Motif : rectification du certificat d'incorporation n° XXXX du mois de mars.

[125] Si l'erreur est constatée l'année suivante une fois les comptes arrêtés, la régularisation est effectuée sur la comptabilité matières du mois de décembre de l'année précédente ainsi que sur la comptabilité matières du mois en cours pour régulariser le stock comptable de biocarburants.

CHAPITRE V : DÉCLARATION ANNUELLE DE LA TIRIB

I – CALCUL DE LA PART D'ÉNERGIE RENOUVELABLE

[126] Le taux de la TIRIB est diminué à proportion de la part d'énergie renouvelable « **Part d'EnR** » des produits éligibles contenus dans les carburants mis à la consommation par un redevable, durant l'année considérée.

La Part d'EnR correspond au rapport entre la quantité d'énergie renouvelable des produits éligibles contenus dans les carburants, et la quantité d'énergie des carburants mis à la consommation entrant dans l'assiette de la TIRIB durant l'année.

Elle est exprimée en pourcentage énergétique.

Ce pourcentage se calcule par filière de carburants : filière essences d'une part, et filière gazoles d'autre part.

A – Détermination des quantités d'énergie des carburants mis à la consommation entrant dans l'assiette de la TIRIB

[127] La quantité d'énergie des carburants mis à la consommation entrant dans l'assiette de la TIRIB, ci-après dénommée « volumes de carburant mis à la consommation » exprimée en Mégajoules (MJ), est déterminée à partir des volumes de carburants mis à la consommation entrant dans l'assiette de la TIRIB au cours de l'année, et des volumes de produits éligibles contenus dans les carburants mis à la consommation.

Les volumes de carburant mis à la consommation (**Volume MAC**) correspondent aux volumes de carburants d'origine fossile (**Volume Fossile**) dans lesquels est incorporé un certain volume de biocarburants (**Volume Bios**).

$$\text{Volume MAC} = \text{Volume Fossile} + \text{Volume Bios}$$

Les volumes sont exprimés en litres et rapportés à 15 °C.

La quantité d'énergie des carburants mis à la consommation, (**En MAC**) est obtenue en additionnant la quantité d'énergie correspondant aux carburants fossiles et la quantité d'énergie correspondant à chacun des biocarburants incorporés dans ces carburants fossiles.

Pour obtenir la quantité d'énergie correspondant à un produit (carburant fossile ou biocarburant) il faut multiplier le volume par le contenu énergétique volumique (pouvoir calorifique inférieur – PCI) exprimé en mégajoule/litre (MJ/l) pour ce produit.

Les contenus énergétiques des carburants et des biocarburants sont indiqués en *annexe I*.

$$\text{En MAC} = \text{En Fossile} + \text{En Bios}$$

$$\text{En MAC} = (\text{PCI Fossile} \times \text{Volume Fossile}) + (\text{PCI Bio1} \times \text{Volume Bio1}) + (\text{PCI Bio2} \times \text{Volume Bio2}) + (\text{PCI Bio3} \times \text{Volume Bio3})$$

PCI Fossile: Pouvoir calorifique inférieur volumique du carburant fossile en MJ/l

Volume Fossile: Volume de carburant fossile en litres

PCI Bio: Pouvoir calorifique inférieur volumique du biocarburant incorporé en MJ/l

Volume Bio: Volume de biocarburant incorporé en litres

B – Détermination des quantités d'énergie renouvelable

[128] La quantité d'énergie renouvelable des produits éligibles contenus dans les carburants mis à la consommation est obtenue en additionnant les quantités d'énergie renouvelable de chaque type de produits éligibles.

Pour obtenir la quantité d'énergie renouvelable **EnR** correspondant à un biocarburant, il faut multiplier le volume par le contenu énergétique volumique (PCI volumique) exprimé en MJ/l pour ce produit.

$$\text{EnR Bio} = \text{PCI Bio} * \text{Volume Bio}$$

PCI Bio : Pouvoir calorifique inférieur volumique du biocarburant incorporé en MJ/l

Volume Bio : Volume de biocarburant incorporé en litres

[129] Cependant, tous les biocarburants ne sont pas issus à 100 % de source d'énergie renouvelable. C'est le cas des dérivés du bio-éthanol (bio-ETBE et bio-TAEE) et des dérivés du bio-méthanol (bio-MTBE et bio-TAME).

Les % d'énergie issue de source renouvelable sont indiqués en *annexe I*.

Pour ces biocarburants dérivés, les volumes doivent être ramenés au préalable, aux volumes de biocarburants contenant le % volumique de référence d'équivalent bio-éthanol ou bio-méthanol.

Les % volumiques de référence d'équivalent bio-éthanol ou bio-méthanol sont indiqués en *annexe I*.

$$\text{EnR BioDérivé} = \text{Taux EnR BioDérivé} \times \text{PCI BioDérivé} \times \text{Volume BioDérivé}$$

Taux EnR BioDérivé : % d'énergie issue de source renouvelable

PCI BioDérivé : Pouvoir calorifique inférieur volumique du biocarburant incorporé en MJ/l

Volume BioDérivé : Volume de biocarburant ramené au taux de pureté de référence incorporé en litres (% de référence)

[130] De plus, un opérateur peut acquérir par voie de « **certificat de transfert de droit à déduction** » des quantités d'EnR (**EnR acquise**) exprimées en MJ, auprès d'un autre opérateur qui peut se prévaloir d'une Part d'EnR supérieure à la Part d'EnR permettant de ne pas acquitter de TIRIB.

Un opérateur qui n'a pas atteint la Part d'EnR permettant de ne pas acquitter de TIRIB peut, cependant, céder les quantités d'EnR excédant la quantité d'EnR maximum pouvant être prise en compte au titre de certains produits éligibles soit :

- 7 % pour les produits éligibles obtenus à partir de céréales et d'autres plantes riches en amidon, sucrières ou oléagineuses et autres produits issus des cultures principales des terres agricoles principalement utilisées à des fins de production d'énergie, y compris les coproduits et résidus issus de la transformation de ces céréales, plantes et produits, autres que les matières mentionnées à l'annexe IX de la directive 2009/28/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 ;
- 0,20 % pour les produits éligibles obtenus à partir d'égouts pauvres issus des plantes sucrières et obtenus après deux extractions sucrières, à hauteur de 45 % de leur contenu énergétique, et amidons résiduels issus des plantes riches en amidon, en fin de processus de transformation de l'amidon ;
- 0,60 % pour les produits éligibles obtenus à partir de tallol et de brai de tallol ;
- 0,90 % pour les produits éligibles obtenus à partir des matières premières mentionnées à la partie B de l'annexe IX de la directive 2009/28/ CE.

Les quantités d'énergie renouvelable cédées, par un opérateur, au titre de l'énergie excédentaire, par le biais de certificats de transfert de droits à déduction, doivent être reprises dans sa déclaration annuelle de TIRIB dans les rubriques prévues à cet effet.

Cette **EnR acquise** est prise en compte uniquement en tant que quantité d'énergie renouvelable incorporée. Elle n'est pas considérée comme se rapportant à un volume de produit éligible incorporé dans les carburants fossiles pour la détermination des quantités d'énergie des carburants mis à la consommation.

Les modalités relatives au calcul du droit à déduction et à l'établissement des certificats de transfert de droits à déduction sont décrites au chapitre VI ci-après.

[131] L'EnR totale incorporée qui sera prise en compte pour le calcul de la Part d'EnR est la somme des quantités d'EnR des biocarburants produits éligibles incorporés et de l'EnR acquise.

Les dispositions spécifiques au double comptage sont abordées aux points [135] à [140] ci-après.

C – Calcul de la part d'énergie renouvelable

[132] La Part d'EnR correspond au rapport entre la quantité d'énergie renouvelable des biocarburants incorporés dans les carburants, et la quantité d'énergie des carburants mis à la consommation durant l'année. Elle est exprimée en %.

Part d'EnR = Énergie renouvelable des biocarburants (numérateur) / Énergie des carburants mis à la consommation (dénominateur) × 100

Des exemples de calcul de la Part d'EnR sont repris à l'annexe V ter I.

1°) Cas général

[133] La formule de calcul suivante permet de déterminer, la part d'énergie renouvelable (en % énergétique) pour un biocarburant incorporé sauf pour les dérivés du bio-éthanol et du bio-méthanol.

Part d'EnR = 100 × (PCI Bio × Volume Bio) / [(PCI Fossile × Volume Fossile) + (PCI Bio × Volume Bio)]

PCI Fossile : Pouvoir calorifique inférieur volumique du carburant fossile en MJ/l

Volume Fossile : Volume de carburant fossile en litres

PCI Bio : Pouvoir calorifique inférieur volumique du biocarburant incorporé en MJ/l

Volume Bio : Volume de biocarburant incorporé en litres

2°) Cas particulier des dérivés de l'éthanol et du méthanol incorporés dans les essences

[134] Pour ces biocarburants dérivés, les volumes doivent être ramenés au préalable, aux volumes de biocarburants contenant le % volumique de référence d'équivalent bio-éthanol ou bio-méthanol.

Il convient ensuite de considérer le % d'énergie issue de source renouvelable **Taux EnR BioDérivé**.

Part d'EnR = 100 × (Taux EnR BioDérivé × PCI Bio × Volume Bio) / [(PCI Fossile × Volume Fossile) + (PCI Bio × Volume BioDérivé)]

Taux EnR BioDérivé : % d'énergie issue de source renouvelable

PCI BioDérivé : Pouvoir calorifique inférieur volumique du biocarburant incorporé en MJ/l

Volume BioDérivé : Volume de biocarburant ramené au taux de référence incorporé en litres (% de référence)

PCI Fossile : Pouvoir calorifique inférieur volumique du carburant fossile en MJ/l

Volume Fossile : Volume de carburant fossile en litres

3°) *Prise en compte du double comptage*

[135] Certains produits éligibles peuvent être pris en compte pour le double de leur valeur énergétique pour la détermination de la Part d'EnR. Cette mesure est dénommée « **double comptage** ».

Dans ce cas, le calcul de la Part d'EnR est le suivant :

$$\text{Part d'EnR} = 100 \times (2 \times \text{PCI Bio} \times \text{Volume Bio}) / [(\text{PCI Fossile} \times \text{Volume Fossile}) + (\text{PCI Bio} \times \text{Volume Bio})]$$

PCI Fossile : Pouvoir calorifique inférieur volumique du carburant fossile en MJ/l

Volume Fossile : Volume de carburant fossile en litres

PCI Bio : Pouvoir calorifique inférieur volumique du biocarburant incorporé en MJ/l

Volume Bio : Volume de biocarburant incorporé en litres

[136] Si la Part d'EnR qui peut être comptée double est plafonnée, il faut déterminer les quantités d'EnR qui pourront être double comptées.

Les quantités d'EnR éligibles au double comptage qui excèdent ce plafond peuvent, si la réglementation le permet, être comptabilisées pour leur simple valeur.

Dans les deux filières, la part d'énergie renouvelable des produits éligibles obtenus à partir des matières premières listées à l'annexe IX partie A de la directive 2009/28/CE, à l'exception du tallol et du brai de tallol, qui peut être prise en compte pour le double de sa valeur réelle est plafonnée à 0,90 %.

Dans la filière gazoles, la part d'énergie renouvelable des biocarburants produits à partir de matières premières listées à l'annexe IX partie B de la directive 2009/28/CE pouvant être double comptée est plafonnée à 0,90 % après application du double comptage (0,45 % x 2). La part d'énergie renouvelable de ces produits éligibles au double comptage, qui ne peut pas être prise en compte pour le double de sa valeur en raison du plafonnement du double comptage, ne peut pas être prise en compte pour la minoration de la TIRIB en raison du plafonnement de la Part d'EnR des produits éligibles obtenus à partir de matières premières listées à l'annexe IX partie B de la directive 2009/28/CE .

Dans la filière essences, la part d'énergie renouvelable des produits éligibles obtenus à partir de matières premières listées à l'annexe IX partie B de la directive 2009/28/CE pouvant être double comptée est plafonnée à 0,10 % après application du double comptage (0,05 % x 2). La part d'énergie renouvelable de ces produits éligibles au double comptage qui excède 0,05 % est comptabilisée pour sa valeur simple, dans la limite du plafond de 0,90 %.

[137] Pour calculer les quantités d'EnR pouvant être double comptées pour un biocarburant (**Quantités EnR DC**), on applique la formule suivante :

$$\text{Quantités EnR DC} = \text{Taux CD} \times [(\text{PCI Fossile} \times \text{Volume Fossile}) + (\text{PCI Bio} \times \text{Volume Bio})] / 100$$

Taux CD = Taux de plafonnement du double comptage pour la filière et la catégorie de matières concernées avant double comptage

PCI Fossile : Pouvoir calorifique inférieur volumique du carburant fossile en MJ/l

Volume Fossile : Volume de carburant fossile en litres

PCI Bio : Pouvoir calorifique inférieur volumique du biocarburant incorporé en MJ/l

Volume Bio : Volume de biocarburant incorporé en litres

[138] La formule de calcul de la Part d'EnR est :

$$\text{Part d'EnR} = 100 \times [(2 \times \text{PCI Bio} \times \text{Volume Bio CD}) + (\text{PCI Bio} \times \text{Volume Bio CS}) / [(\text{PCI Fossile} \times \text{Volume Fossile}) + (\text{PCI Bio} \times \text{Volume Bio})]$$

Volume Bio CD = Volume de biocarburant compté double, c'est-à-dire : Volume de biocarburants éligible au double comptage et retenu au titre du double comptage après application du plafonnement du double comptage.

Volume Bio CS = Volume de biocarburant compté simple, c'est-à-dire : Volume de biocarburants éligible au double comptage non compté double après application du plafonnement du double comptage + Volume de biocarburant non éligible au double comptage.

[139] Pour les dérivés du bio-éthanol et du bio-méthanol, pour calculer les quantités d'EnR pouvant être double comptées pour un biocarburant (**Quantités EnR DC**), on applique la formule figurant au point [119] :

$$\text{Quantités EnR DC} = \text{Taux CD} \times [(\text{PCI Fossile} \times \text{Volume Fossile}) + (\text{PCI Bio} \times \text{Volume Bio})] / 100$$

[140] La formule de calcul de la Part d'ENR est :

$$\text{Part d'EnR} = 100 \times [(2 \times \text{Taux EnR BioDérivé} \times \text{PCI Bio} \times \text{Volume Bio CD}) + (\text{Taux EnR BioDérivé} \times \text{PCI Bio} \times \text{Volume Bio CS}) / [(\text{PCI Fossile} \times \text{Volume Fossile}) + (\text{PCI Bio} \times \text{Volume Bio})]$$

[141] À titre indicatif, si on souhaite estimer le volume de biocarburants à incorporer pour obtenir un volume de carburant mis à la consommation ayant une Part d'EnR cible (% énergétique), les formules de calcul sont les suivantes :

Attention ces calculs ne sont valables que si l'opérateur incorpore un seul type de biocarburant

$$\text{Volume Bio} = (\text{Volumes MAC} \times \text{Part EnR} \times \text{PCI fossile}) / [(100 \times \text{PCI Bio}) + \text{Part EnR} \times (\text{PCI fossile} - \text{PCI Bio})]$$

Pour les biocarburants dérivés du bio-éthanol ou du bio-méthanol :

$$\text{Volume BioDérivé} = (\text{Volumes MAC} \times \text{Part EnR} \times \text{PCI fossile}) / [(\text{Taux EnR} \times \text{PCI BioDérivé}) + \text{Part EnR} \times (\text{PCI fossile} - \text{PCI BioDérivé})]$$

4°) Prise en compte de l'EnR acquise par certificat de transfert de droits à déduction

[142] Cette EnR acquise est prise en compte uniquement en tant que quantité d'énergie renouvelable incorporée.

Dans ce cas, la formule est la suivante :

$$\text{Part d'EnR} = 100 \times (\text{EnR acquise}) / \text{EnR MAC}$$

EnR acquise = Quantité d'énergie renouvelable acquise en MJ

EnR MAC = Quantité d'énergie des carburants mis à la consommation

5°) Détermination de la Part d'EnR globale

[143] Attention : Les formules mentionnées aux points [132] à [140] permettent de calculer la Part d'EnR globale uniquement si un seul type de produit éligible est incorporé dans un carburant.

Or généralement, plusieurs types de produits éligibles sont incorporés dans un même carburant. Dans la mesure où la quantité d'énergie des carburants mis à la consommation est obtenue en additionnant les quantités d'énergie correspondant au carburant fossile et à tous les produits éligibles incorporés dans les carburants fossiles, il faut prendre en compte, pour le calcul de la Part d'EnR globale :

- au numérateur : le total des quantités d'EnR de tous les biocarburants incorporés après application du double comptage **et** des quantités d'EnR acquise par certificat de transfert de droits à déduction ;
- au dénominateur : les quantités d'énergie des carburants mis à la consommation telles que définies au point [127] ci-dessus.

Par exemple, pour deux biocarburants incorporés, sans double comptage, la formule est la suivante :

$$\text{Part d'EnR} = 100 \times [(\text{PCI Bio1} \times \text{Volume Bio1}) + (\text{PCI Bio2} \times \text{Volume Bio2})] / [(\text{PCI Fossile} \times \text{Volume Fossile}) + (\text{PCI Bio1} \times \text{Volume Bio1}) + (\text{PCI Bio2} \times \text{Volume Bio2})]$$

II – CALCUL DU TAUX RÉEL DE LA TIRIB

[144] Le taux de la TIRIB est diminué de la Part d'EnR des produits éligibles contenus dans les carburants mis à la consommation par un redevable, durant l'année considérée.

Des exemples de calcul du taux réel de la TIRIB sont repris à l'annexe V ter II.

[145] Le taux de la TIRIB est de **7,90 %** pour l'année 2019 pour les deux filières.

[146] La part d'énergie renouvelable pouvant être prise en compte pour la minoration du taux de la taxe est limitée à :

- **7,00 %** maximum pour les produits éligibles obtenus à partir de céréales et d'autres plantes riches en amidon, sucrières ou oléagineuses et d'autres produits issus des cultures principales des terres agricoles principalement utilisées à des fins de production d'énergie, y compris les coproduits et résidus issus de la transformation de ces céréales, plantes et produits, autres que les matières mentionnées à l'annexe IX de la directive 2009/28/CE ;
- **0,20 %** maximum pour les produits éligibles obtenus à partir d'égouts pauvres issus des plantes sucrières et obtenus après deux extractions sucrières, à hauteur de 45 % de leur contenu énergétique, et amidons résiduels issus des plantes riches en amidon, en fin de processus de transformation de l'amidon ;
- **0,60 %** maximum pour les produits éligibles obtenus à partir de tallol ou de brai de tallol ;
- **0,90 %** maximum pour les produits éligibles obtenus à partir des matières premières mentionnées à la partie B de l'annexe IX de la directive 2009/28/CE.

L'énergie excédentaire incorporée pour l'une de ces quatre catégories de produits éligibles ne peut pas être prise en compte pour l'atteinte de l'objectif de 7,90 %.

Pour les produits éligibles obtenus à partir d'autres catégories de matières premières, il n'y a pas de limitation de la part d'EnR pouvant être prise en compte pour la minoration du taux de la TIRIB.

Il faut calculer, dans un premier temps, la part d'EnR incorporée pour chacune des catégories de produits éligibles après application du double comptage plafonné.

Dans un second temps, il faut déterminer la Part d'EnR pouvant être retenue pour chacune des ~~trois~~ catégories de produits éligibles compte tenu des limitations en vigueur .

La Part d'EnR globale pouvant être retenue est la somme des Parts d'EnR pouvant être retenue pour chacune des catégories de produits éligibles.

[147] Le taux de la taxe est diminué de la Part d'EnR globale pouvant être retenue.

Si la Part d'EnR est supérieure ou égale au taux de la taxe (7,90 %) l'opérateur n'acquittera pas de TIRIB.

Si la Part d'EnR est inférieure au taux de la taxe, alors l'opérateur devra acquitter la TIRIB. Le taux réel de la taxe est égal à la différence entre le taux de la TIRIB et la Part d'EnR.

III – CALCUL DE LA TIRIB À ACQUITTER

A – Calcul de l'assiette de la TIRIB

[148] L'assiette de la TIRIB correspond au volume total des essences d'une part, et des gazoles d'autre part, mis à la consommation au cours d'une année civile, L'assiette est déterminée séparément pour la filière essences et pour la filière gazoles.

Attention : les volumes de carburants mis à la consommation au cours d'une année ne correspondent pas dans tous les cas aux volumes de carburants repris dans les déclarations décennales de mise à la consommation déposées par un redevable via ISOPE.

C'est notamment le cas pour les EFS lorsqu'il y a une régularisation fiscale en fin de trimestre. Les quantités de carburants mises à la consommation correspondent aux sorties de carburants de l'EFS pour mise à la consommation et non aux quantités taxables déclarées qui tiennent compte de la régularisation fiscale.

B – Calcul du montant de la TIRIB

[149] Le montant de la TIRIB à acquitter par un redevable pour une filière, est obtenu en multipliant l'assiette telle que déterminée au point [148] ci-dessus par le tarif mentionné au tableau du IV de l'article 266 *quindecies* du code des douanes, puis par le taux réel de la TIRIB tel que déterminé aux points [147] ci-dessus.

Le montant liquidé est arrondi à l'euro le plus proche ou, si la fraction d'euro est égale à 0,50, à l'euro supérieur.

IV – DÉPÔT DES DÉCLARATIONS ANNUELLES DE LA TIRIB

A – Déclaration

[150] La déclaration annuelle, conforme au modèle figurant *aux annexes V (filière essences) et V bis (filière gazoles)*, est établie par filière de carburant.

Elle reprend les informations nécessaires à la détermination de l'assiette et au calcul de la Part d'EnR pour la détermination du taux réel de la taxe.

B – Documents justificatifs du droit à déduction au titre des quantités d'énergie renouvelable incorporées

[151] La déclaration est accompagnée des pièces justificatives du droit à déduction au titre des biocarburants incorporés, à savoir :

- les originaux des certificats de teneur visés par le service des douanes ;
- les originaux des certificats de transfert de droits à déduction (verso du document).

Les comptabilités matières de teneur en biocarburants en EFS et en EFPE ne sont pas transmises à l'appui de la déclaration en raison du volume de documents que cela représente. En revanche, elles doivent être tenues à la disposition des services douaniers, et leur être communiquées dans les plus brefs délais à première réquisition.

Un état récapitulatif des pièces justificatives devra être transmis à l'appui de la déclaration de la TIRIB indiquant :

- le nombre de certificats de teneur émis dans l'année par site (usine exercée, EFS et EFPE) ;
- le nombre de certificats de transfert de droits à déduction.

C – Date de dépôt

[152] La déclaration de la TIRIB doit être déposée au plus tard le **10 avril** de l'année suivant l'année d'imposition.

D – Service compétent

[153] Les déclarations annuelles doivent être déposées auprès de la direction interrégionale des douanes et droits indirects d'Île-de-France – Bureau de Boissy-Saint-Léger – TIRIB : 3, rue de l'Eglise – 94477 Boissy-Saint-Léger Cedex - boissy-sfp-idf@douane.finances.gouv.fr

Si l'opérateur doit acquitter la TIRIB, le moyen de paiement est adressé à la Trésorerie Générale Douane, 30 rue Raoul Wallenberg, 75019 Paris, avec une copie de la première page de la déclaration.

E – Cessation d'activité

[154] Conformément au IX de l'article 266 *quindecies* du code des douanes, en cas de cessation d'activité taxable, les assujettis déposent la déclaration susvisée dans les trente jours qui suivent la date de fin de leur activité. La taxe due est immédiatement établie.

CHAPITRE VI : TRANSFERT DE L'ÉNERGIE RENOUVELABLE EXCÉDENTAIRE

I – CESSION DE DROITS À DÉDUCTION

[155] Si la compensation n'est pas autorisée entre, d'une part, la Part d'EnR de la filière essences, et d'autre part, la Part d'EnR de la filière gazoles, il est en revanche admis qu'un redevable dont la Part d'EnR est supérieure à la Part d'EnR maximum dont il peut se prévaloir, puisse transmettre ce droit excédentaire à un autre redevable.

L'opérateur peut céder l'EnR incorporée au-delà de la Part d'EnR lui permettant de ne pas acquitter la TIRIB soit, 7,90 %.

Exemple : un opérateur qui a incorporé une Part d'EnR de 8,00 % peut céder l'EnR correspondante à une Part d'EnR de 0,10 %.

L'opérateur peut céder la Part d'EnR incorporée au-delà de la Part d'EnR maximum pouvant être prise en compte pour les produits éligibles conventionnels, pour les produits éligibles obtenus à partir d'égouts pauvres ou d'amidon résiduel, pour les produits éligibles obtenus à partir de tallol ou de brai de tallol et / ou pour les produits éligibles obtenus à partir des matières premières mentionnées à la partie B de l'annexe IX de la directive 2009/28/CE, même si la part d'EnR globale est inférieure à la part d'EnR lui permettant de le pas acquitter la TIRIB, soit 7,90 %.

Exemple : un opérateur qui a incorporé une part d'EnR de 7,20 % pour les produits éligibles obtenus à partir de céréales et d'autres plantes riches en amidon, sucrières ou oléagineuses et d'autres produits issus des cultures principales des terres agricoles principalement utilisées à des fins de production d'énergie, y compris les coproduits et résidus issus de la transformation de ces céréales, plantes et produits, autres que les matières mentionnées à l'annexe IX de la directive 2009/28/CE peut céder l'EnR correspondante à une part de 0,20 % même si la part d'EnR globale pour la filière concernée est inférieure à 7,90 % et qu'il acquitte la TIRIB.

L'EnR pouvant être cédée est exprimée en MJ.

Toute ou partie de l'EnR pouvant être cédée peut être éligible au double comptage si l'opérateur a incorporé des produits éligibles au double comptage au-delà du plafond autorisé.

Des exemples de calcul du droit à déduction sont repris en annexe V ter III.

II – LE CERTIFICAT DE TRANSFERT DE DROITS À DÉDUCTION

[156] Cette cession de droits à déduction prend la forme d'un « **certificat de transfert de droits à déduction** » (annexe III).

Le certificat est servi par le cédant qui déclare, au terme d'une année civile, son droit global à déduction ainsi que les droits à transférer, exprimés en quantité d'énergie renouvelable (MJ).

[157] Ce certificat est transmis, **pour visa**, avant le **10 mars** de l'année suivant l'année d'imposition au service des douanes cité au [153], accompagné d'une pré-déclaration de TIRIB et du calcul de la Part d'EnR. Il doit joindre une feuille de calcul du droit à déduction.

Une fois visé par le service des douanes, le verso du certificat est complété du numéro de certificat délivré par l'administration, des mentions du bénéficiaire du transfert, ainsi que des droits transférés exprimés en quantité d'EnR (MJ). Seul le verso du certificat est adressé au bénéficiaire du transfert.

Les conditions du transfert de droits sont librement déterminées entre les opérateurs.

* * * * *

SOMMAIRE DES ANNEXES

Annexe I : Contenu énergétique des carburants et biocarburants destinés au transport

Annexe I bis : Liste des identifiants biocarburants à faire figurer sur les certificats

Liste des identifiants de catégorie de matières premières à faire figurer sur les certificats

Annexe I ter : Régime TIRIB des biocarburants (filière essences et filière gazoles)

Annexe II : Certificat d'acquisition de biocarburants durables – Certificat d'incorporation de biocarburants durables

Annexe II bis : Certificat de teneur en biocarburants durables

Annexe III : Certificat de transfert de droits à déduction de TIRIB filière essences et gazoles

Annexe IV : Tables de conversion à 15° C

Annexe V : Modèle de la déclaration annuelle de la TIRIB, filière essence + notice

Annexe V bis : Modèle de la déclaration annuelle de la TGAP, filière gazole + notice

Annexe V ter : Exemples de calcul de la Part d'EnR, du taux réel de la TIRIB, du droit à déduction, du volume de biocarburant à incorporer pour obtenir une Part d'EnR cible

Annexe VI : Modèle de comptabilité matières de biocarburants en usine exercée de raffinage

Annexe VI bis et VI ter : Exemples de tenue de comptabilité matière de biocarburants en usine exercée de raffinage

Annexe VII : Tableau récapitulatif des volumes de biocarburants durables incorporés en usine exercée de raffinage en fonction de leur destination

Annexe VII Bis : Exemple de tableau récapitulatif des volumes de biocarburants durables incorporés en usine exercée de raffinage en fonction de leur destination

Annexe VIII : Comptabilité matières de teneur en biocarburant durable en EFS + notice

Annexe VIII bis et VIII ter : Exemples de tenue de la comptabilité matières de teneur en biocarburant durable en EFS et en EFPE

Annexe IX : Document de liaison accompagnant les livraisons de bio-ETBE renouvelable à 37 %, bio-TAEE, bio-MTBE et bio-TAME vers un entrepôt fiscal de production ou de stockage de produits pétroliers

Annexe IX Bis : Document de liaison accompagnant les livraisons de bio-ETBE vers un entrepôt fiscal de production ou de stockage de produits pétroliers

Annexe X : Article 266 *quindecies* du code des douanes

Annexe XI : Décret n° 2019-570 du 7 juin 2019 portant sur la taxe incitative relative à l'incorporation des biocarburants

Annexe XII : Annexe IX de la directive 2009/28/CE relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables